

WFP

008. 2003 FR
WFP

gramme alimentaire mondial

Rapport annuel 2003



Programme
Alimentaire
Mondial

P
03 FR
P





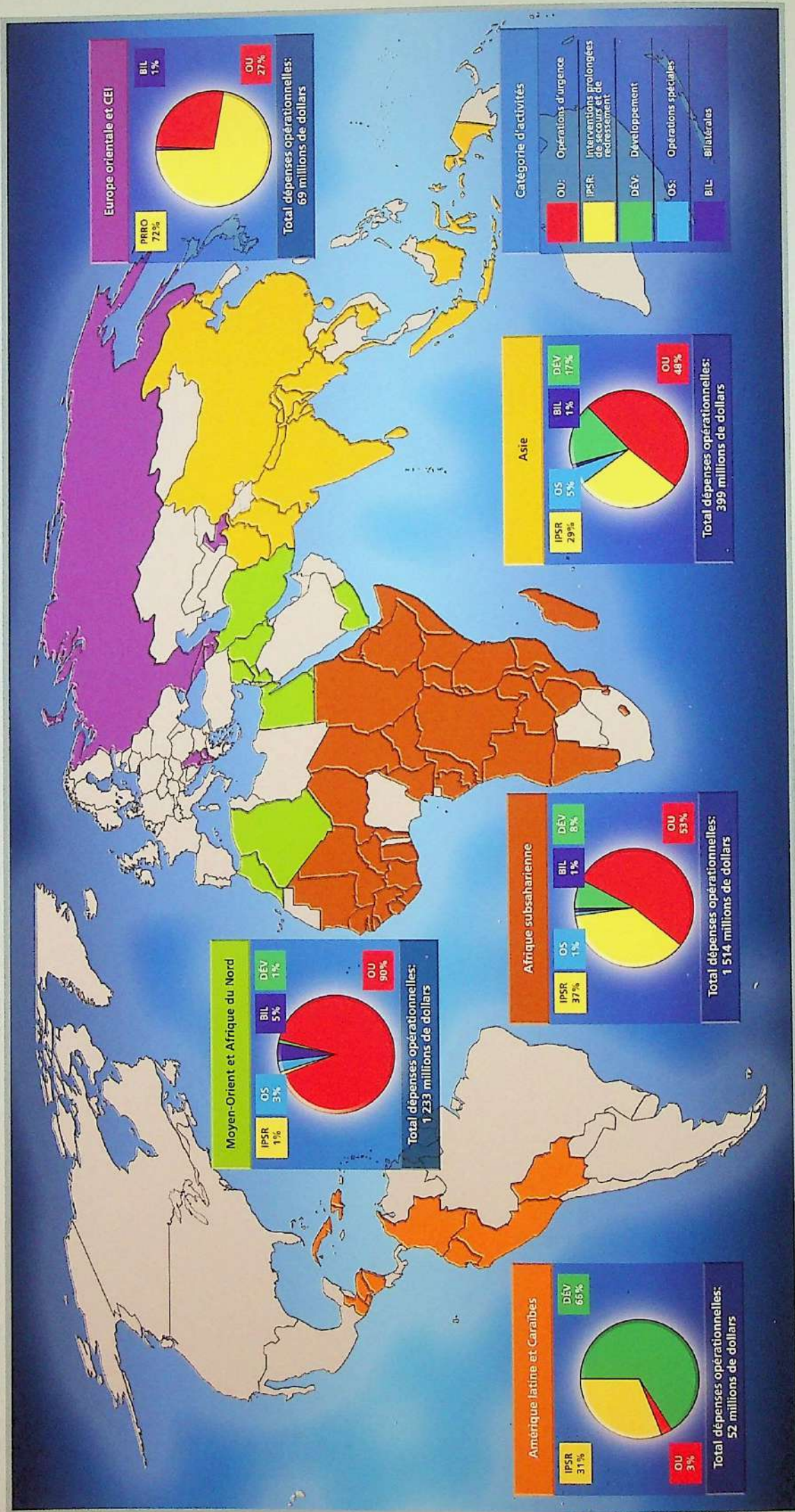
Programme alimentaire mondial

Rapport annuel 2003



Programme
Alimentaire
Mondial

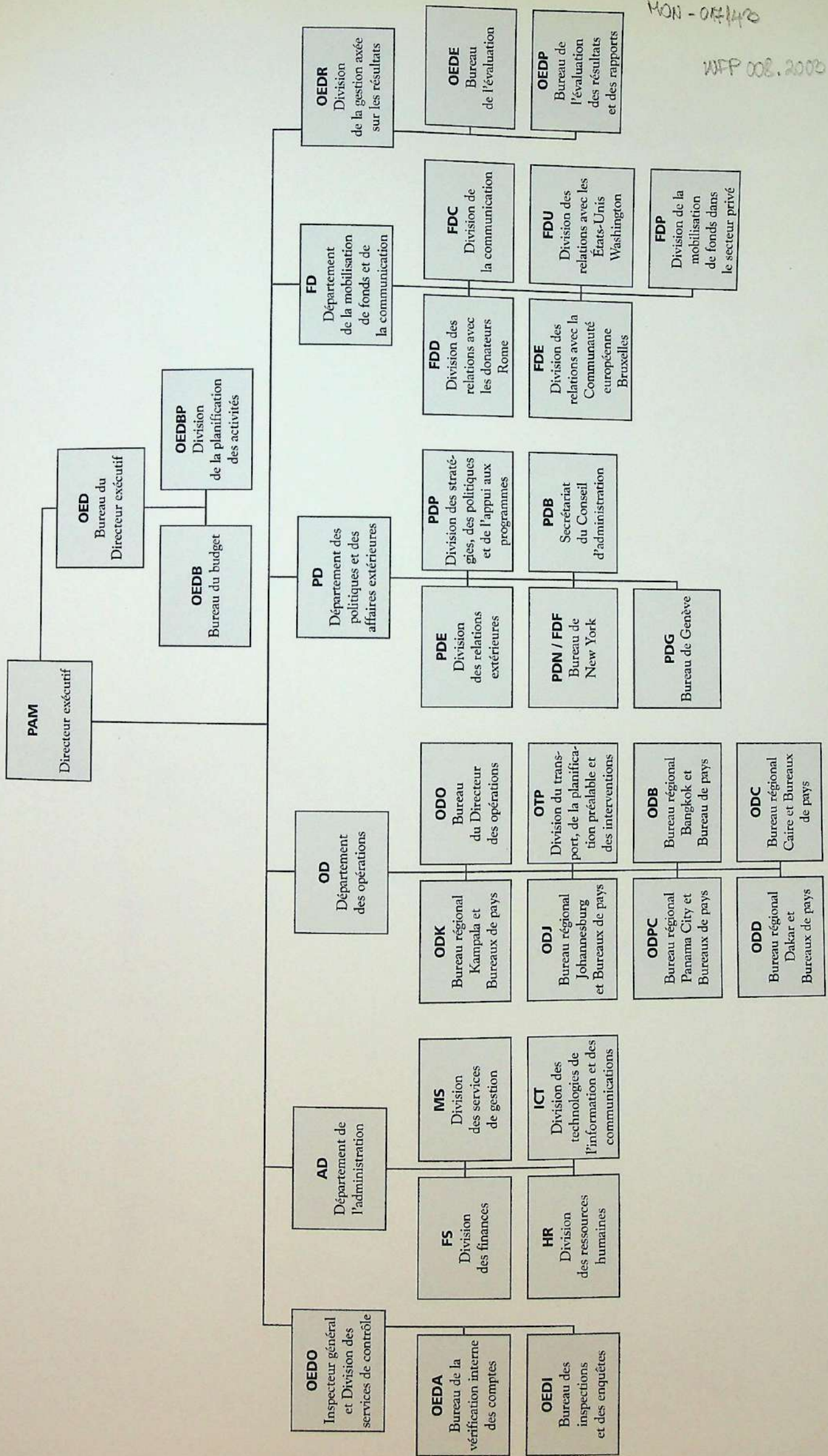
VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES PAR RÉGION, 2003



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Source de données: ICTI

ORGANIGRAMME DU PAM POUR 2004



MON - 05/14/02

WFP 008.2000

de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.
Source de données: ICTI

Table des matières

4 PRÉFACE

6 REGARD SUR 2003

10 IRAQ: UN ENJEU

Contexte

Réponse du PAM

Fonctionnaires nationaux:
des héros méconnus

12 Un défi logistique d'ampleur
sans précédent

Des vivres pour les orphelins d'Erbil

14 La sécurité

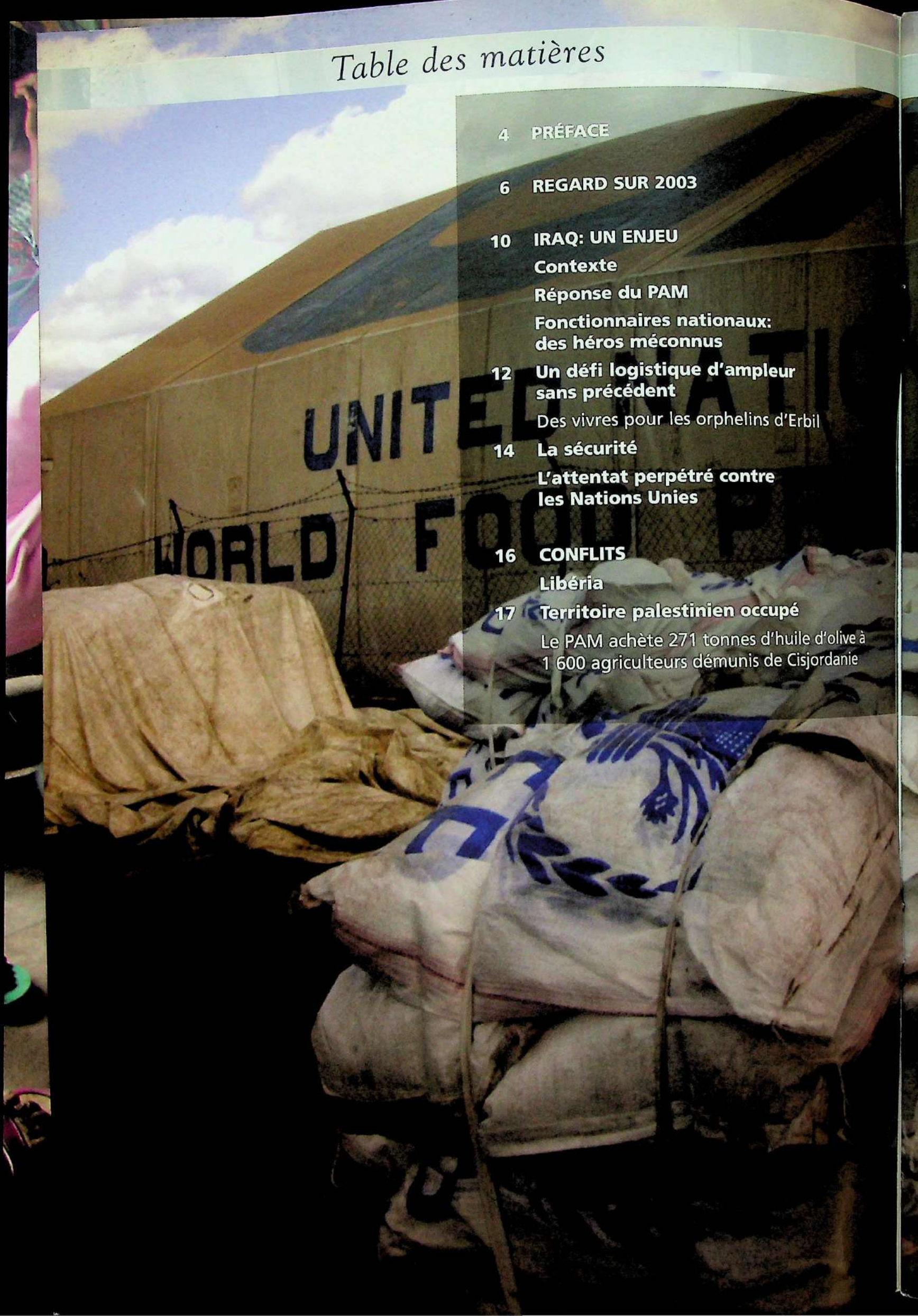
L'attentat perpétré contre
les Nations Unies

16 CONFLITS

Libéria

17 Territoire palestinien occupé

Le PAM achète 271 tonnes d'huile d'olive à
1 600 agriculteurs démunis de Cisjordanie



18	APRÈS LES CONFLITS	Organisations non gouvernementales
	Afghanistan	NEPAD
20	Angola	Autres organisations
		Partenaires de réserve
21	CATASTROPHES NATURELLES	Soutien des célébrités
	Afrique australe	34 Coupe du monde de rugby
22	Iran	
23	Éthiopie	35 FINANCEMENT ET RESSOURCES
24	Amérique centrale	Gouvernements donateurs
25	Corée du Nord	
		36 SECTEUR PRIVÉ:
27	VIH/SIDA ET FAIM	APPUI ET PARTENARIATS
	Ouganda: le livre du souvenir	Premier partenaire du secteur privé
28	Cambodge: orphelins qui ne sont plus condamnés à lutter seuls	Autres partenaires du secteur privé
		39 ANNEXES
29	ALIMENTATION SCOLAIRE	
31	Laos: faire du rêve une réalité	
32	PARTENARIATS	
	Organisations ayant leur siège à Rome	

*À la mémoire de Gayane Komedaryan
agent du Programme alimentaire mondial
qui a perdu la vie le 11 juin 2003
au service des pauvres qui ont faim*

Qu'elle repose en paix.

Préface

Au cours de l'année écoulée, j'ai rencontré un nombre incalculable de familles confrontées à des obstacles inimaginables, luttant pour nourrir leur famille tous les soirs, pour maintenir leurs enfants à l'école, pour se procurer les médicaments nécessaires à leur survie et à leur santé, pour garder l'espoir d'un avenir meilleur. Parmi elles se trouvaient soudain projetés dans le monde des adultes pour prendre soin de leurs jeunes frères et sœurs beaucoup d'enfants, orphelins de parents morts du SIDA. La plupart le faisaient avec une dignité et une détermination qui m'ont empli d'humilité, et m'ont donné, à moi et à mes collègues du Programme alimentaire mondial, le courage de relever les immenses défis qui nous faisaient face.

En 2003, le PAM a été soumis à des épreuves sans autre pareille pour combattre la faim dans un monde qui, parfois, semble vouloir produire de plus en plus de victimes de la faim. Des conflits violents, des actes de terrorisme, des catastrophes naturelles et la pandémie irréductible du VIH/SIDA se sont conjugués au cours de l'année pour pousser le PAM et la famille des Nations Unies à l'extrême limite. Vingt-deux personnes sont mortes dans l'attentat à la bombe perpétré le 19 août contre le siège des Nations Unies à Bagdad. Un fonctionnaire du PAM a aussi été tué en Arménie.

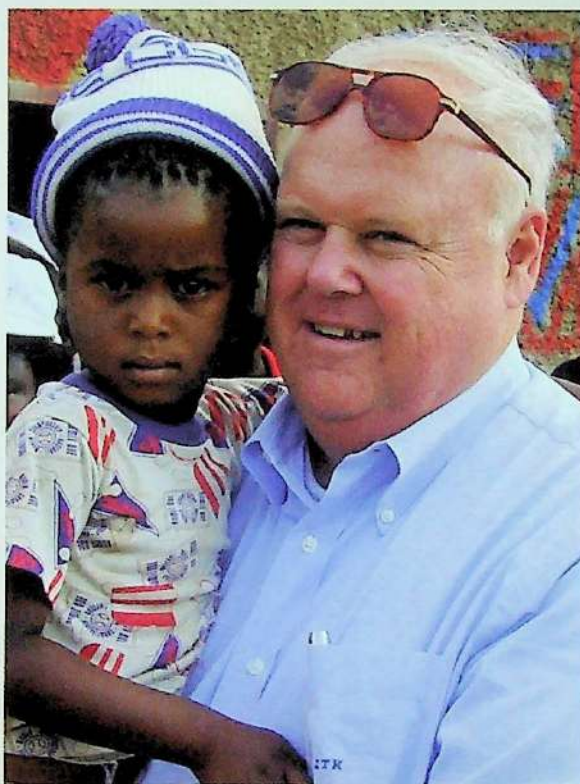
Quand 2003 a commencé, nous avions à faire face à des besoins d'ampleur sans précédent - il fallait

1,8 milliard de dollars pour le seul continent africain, et près de 3 milliards pour l'ensemble du globe - et ces besoins se sont vite lourdement accrus. À la fin de l'année, les quantités de vivres que nous avons distribuées représentaient plus du double de celles de l'année précédente: un montant ahurissant de 3,3 milliards de dollars nous avait permis de secourir plus de 100 millions de victimes de la faim dans 81 pays à travers le monde. Par rapport à 2002, les distributions de vivres aux familles souffrant de la faim avaient progressé de 57 pour cent. Même si nous excluons l'opération d'urgence en Iraq - la plus vaste des opérations que nous avons mené - la progression a été de 35 pour cent. Pendant ce temps, les effectifs du PAM ont augmenté à peine de 13 pour cent.

Le PAM a beaucoup contribué à éviter la famine pendant les crises qui ont frappé l'Iraq, l'Afghanistan, l'Afrique australe, la Corne de l'Afrique, le Libéria et la Corée du nord, sans parler des innombrables situations d'urgence "oubliées", qui sont tout aussi tragiques pour ceux qu'elles prennent au piège. Nous avons aussi œuvré pour établir durablement l'assise de la sécurité alimentaire grâce à l'alimentation scolaire, aux interventions liées au VIH/SIDA, aux programmes de santé maternelle et infantile et à d'autres initiatives à plus long terme visant à accroître la production agricole et à soutenir les moyens de subsistance.

La capacité que nous avons de gérer tant de crises simultanément, dans autant de zones de troubles partout dans le monde, témoigne véritablement du dévouement du personnel du PAM, de la générosité des contributions de nos gouvernements hôtes, des organisations des Nations Unies et des ONG partenaires, ainsi que de la confiance de nos donateurs.

La vérité, cependant, est que la communauté humanitaire mondiale est en train de perdre la guerre contre la faim. D'après les derniers chiffres publiés par la FAO en 2003, le nombre des victimes de la faim a en fait augmenté de 18 millions dans la seconde partie des années 90. La Chine mise à part, ce nombre s'est accru de plus de 50 millions au cours de la dernière décennie. Si nous rapportons la contribution du PAM à l'ampleur de la faim dans le monde, il nous faut admettre que les résultats que nous avons obtenus – aussi essentiels soient-ils pour nos bénéficiaires – sont plutôt modestes.



Rien ne saurait justifier la faim dans un monde d'abondance. Ce n'est pas une augmentation des dons au titre de l'aide alimentaire qui, même si elle est indispensable, apportera à elle seule une solution au problème. Il nous faut faire preuve de volonté et de prévoyance pour affronter la complexité des facteurs économiques, politiques et sanitaires qui concourent au maintien, dans le monde en développement, de 800 millions de personnes victimes de la faim et de la pauvreté. À cet égard, les plus grands résultats du PAM ont

peut-être été ceux qui ont été les plus discrets – investissements à l'appui de nos partenaires, du personnel, des systèmes et de la transparence – pour nous aider à alléger le poids écrasant de la faim, et à atteindre le premier des nobles objectifs de développement pour le Millénaire: réduire la faim de moitié d'ici à 2015.

James Morris

James Morris
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial

Regard sur 2003

À la fin de 2003, le PAM était venu en aide à un nombre inégalé de personnes – 104 millions dans 81 pays – auxquelles il avait distribué plus de six millions de tonnes de produits alimentaires. Cela est un record en soi, mais ce chiffre colossal masque les innombrables demandes adressées au PAM, qui a travaillé jour et nuit pour essayer de sauver des vies et de prévenir la malnutrition en Iraq de même qu'en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Et, tandis que des situations d'urgence massives ont consommé beaucoup de notre énergie, nous avons continué sans bruit à aider les victimes de la pauvreté et de la faim à se construire un monde meilleur dans les contrées oubliées où vivent plus de 90 pour cent d'entre elles.



La réponse du PAM à la crise en Iraq – maintenir le mécanisme national de distribution de vivres, distribuer des produits alimentaires de base aux 26 millions d'habitants du pays et apporter aux trois millions d'Iraqiens les plus vulnérables des aliments de complément spéciaux – a absorbé une grande partie du temps, des efforts et des ressources du Programme. Le résultat? Au milieu de toutes les incertitudes qui entouraient la situation en Iraq l'année passée, il y a une chose dont la population du pays n'avait pas à se préoccuper: avoir assez à manger.

En Iraq, le PAM a mené l'opération d'aide alimentaire la plus vaste de son histoire. Plus de deux millions de tonnes de vivres sont arrivées dans le pays en l'espace

de six mois. Il a fallu que le PAM et ses donateurs mobilisent des ressources extraordinaires en nature et en espèces ainsi qu'en personnel. Il a fallu travailler dans des conditions extrêmement dangereuses et instables, mises en évidence de façon poignante par la mort de 22 personnes dans l'attentat à la bombe perpétré contre le siège des Nations Unies à Bagdad, le 19 août. Cet attentat a aussi fait de nombreux blessés graves, parmi lesquels six fonctionnaires du PAM.

Même avant l'opération en Iraq, le PAM était confronté à des besoins sans précédent dans le monde. Sur le seul continent africain, quelque 40 millions de personnes étaient au bord du désastre, et il fallait 1,8 milliard de dollars pour surmonter les crises. Ce montant était supérieur au total des dons faits au PAM l'année précédente; il s'agissait d'un énorme défi pour le Programme.

En Afrique australe, à cause de la sécheresse, des ravages du SIDA et des bouleversements économiques, il y avait plus de 15 millions de personnes dans six pays qui avaient besoin d'une aide alimentaire. En Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, un temps prospère, a sombré dans la violence, un grand nombre d'Ivoiriens rejoignant, dans la région, le million de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI). Le Libéria s'est enfoncé davantage dans la crise avant la mise en place d'un nouveau gouvernement transitoire et l'ouverture par les forces de maintien de la paix d'un accès permettant d'apporter une aide alimentaire à des centaines de milliers de personnes qui en étaient privées depuis des années et qui, de ce fait, souffraient de faim et de malnutrition. En 2003, la sécheresse et des problèmes chroniques d'approvisionnement ont à nouveau menacé l'Éthiopie et l'Érythrée, mais la crainte de voir réapparaître une famine aussi dévastatrice que celles des années 80 ne s'est pas matérialisée grâce, en partie, à la rapidité d'action des gouvernements de ces pays, des donateurs et des milieux humanitaires. Pendant ce temps, de graves pénuries alimentaires ont continué de frapper les populations de l'Angola et du Soudan. Les conflits ont maintenu les habitants du nord de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo dans un état de terreur constante, beaucoup d'entre eux ayant trop peur pour semer et récolter leurs produits.



Le PAM a secouru 104,2 millions de personnes dans 81 pays à travers le monde:

- 16,2 millions de bénéficiaires des programmes de développement;
- 61,2 millions de bénéficiaires des opérations d'urgence;
- 26,8 millions de bénéficiaires des interventions prolongées de secours et de redressement.

54 millions de femmes et de filles (51 pour cent de tous les bénéficiaires) ont reçu une aide alimentaire du PAM.

56 millions d'enfants dans le monde ont été nourris, dont 15 millions dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.

Les dépenses opérationnelles se sont montées à 3,3 milliards de dollars, soit un montant record de plus du double de celui de 2002.

6 millions de tonnes de vivres ont été distribuées, dont plus de 2 millions seulement en Iraq; le volume des expéditions de vivres a augmenté de 57 pour cent par rapport à 2002.

De nouveaux engagements, représentant une valeur de 2,5 milliards de dollars, ont été approuvés en 2003:

- 4 nouveaux programmes de pays (202 millions de dollars et 438 000 tonnes);
- 3 nouveaux projets de développement (23 millions de dollars et 43 000 tonnes);
- 27 nouvelles opérations d'urgence (1,2 milliard de dollars et 2,4 millions de tonnes)
- 14 nouvelles interventions prolongées de secours et de redressement (947 millions de dollars et 1,7 million de tonnes);
- 12 nouvelles opérations spéciales (70 millions de dollars au total).

Ailleurs dans le monde, mais loin des feux de la rampe, des crises alimentaires ont persisté pendant tout au long de l'année 2003. Le PAM a lutté pour répondre aux besoins de 6,4 millions de personnes en République populaire démocratique de Corée, où les dons et les livraisons qui s'amenuisaient l'ont souvent forcé à se demander quels étaient les groupes qui avaient le plus besoin d'une aide: les enfants, les femmes ou les personnes âgées? À la fin de l'année, le PAM avait couvert moins de 60 pour cent des besoins de l'opération.

Des réfugiés et des PDI - dont beaucoup avaient attendu des années qu'une solution durable soit apportée aux crises qui les avaient forcés à fuir - continuaient de compter sur les rations alimentaires de base du PAM. Les réfugiés du Sahara occidental en Algérie et les réfugiés tchétchènes en Ingouchie, par exemple, luttèrent dans des conditions inimaginables - les uns dans une chaleur et une poussière insupportables et les autres dans un froid souvent glacial - leur survie dépendant de l'aide et de l'hospitalité de leurs hôtes et de la communauté humanitaire.

Les crises écartées, le PAM a continué sans relâche d'aider les familles confrontées à la sombre réalité de la faim quotidienne - en entreprenant des programmes d'alimentation scolaire, des programmes de santé maternelle et infantile et des activités vivres pour la formation ainsi qu'en prenant des initiatives pour assurer la sécurité alimentaire en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et une multitude d'autres partenaires.

La réponse aux énormes défis que le PAM et ses bénéficiaires avaient à relever dans le monde a été excellente. Au total, les contributions des donateurs aux activités du Programme se sont chiffrées à quelque 2,6 milliards de dollars, soit 43 pour cent de plus qu'en 2002. Toutes les catégories d'activités ont bénéficié de plus de ressources que l'année précédente. Pour les opérations d'urgence, le montant des dons a atteint 1,4 milliard de dollars et, pour les interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), il a



été d'environ 842 millions de dollars, soit une augmentation substantielle de 63 pour cent par rapport à 2002. Il faut aussi signaler que pour la catégorie d'activité du développement, la tendance à la baisse s'est heureusement inversée. Le montant des contributions au titre de cette catégorie s'est élevé à environ 240 millions de dollars, soit une amélioration de 11 pour cent par rapport à 2002. Néanmoins, ce montant a représenté moins de 10 pour cent du total des contributions, et pourtant il est destiné à aider 90 pour cent des personnes qui, dans le monde, souffrent de faim chronique.

Pour la première fois, les contributions des gouvernements autres que les donateurs habituels se sont chiffrées à 95 millions de dollars. Un montant de 30 millions de dollars a aussi été reçu du secteur privé.

Grâce à la générosité des dons, le PAM est venu en aide à 104 millions de personnes souffrant de la faim dans 81 pays. Nous en avons aussi aidé beaucoup à survivre et bien d'autres à éviter de s'enfoncer dans le cercle vicieux de la faim et de la malnutrition. Le PAM a aidé en 2003 un nombre de personnes dépassant de 44 pour cent celui de 2002, et dans le chiffre record de 104 millions entrent quelque 34 millions de bénéficiaires supplémentaires, en moyenne, que nous avons atteint au cours de la dernière décennie.

Ces résultats ont été tempérés cependant par les problèmes chroniques qui ont continué de nuire à certaines opérations et de retarder les livraisons. De plus, malgré des efforts qui nous ont permis d'obtenir un résultat sans précédent en 2003, nous avons aidé moins d'une personne sur huit qui souffrent de la faim dans le monde. Sachant qu'aucune organisation ne peut à elle seule résoudre le problème de la faim, le PAM s'est employé activement à renforcer la collaboration avec ses partenaires – notamment les ONG avec lesquelles il travaille, dont le nombre dépasse le millier – et à développer de nouveaux partenariats, par exemple avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA).

En raison de l'énorme croissance de ses activités, le PAM a dû se préoccuper sérieusement de ses procédures de manière à assurer le meilleur service à ceux qui ont besoin de son aide et à faire en sorte que les dons qu'il reçoit aient le plus grand impact possible. En 2003, le PAM a créé une Unité d'évaluation des besoins d'urgence qui a pour tâche de fournir rapidement, en période de crise, des estimations précises et fiables du nombre de personnes à aider et du type d'aide à leur apporter. Pour la première fois aussi, il a cherché à mesurer systématiquement l'impact de son aide, sans se limiter à quantifier le nombre de bénéficiaires de cette aide.

Iraq: un enjeu

CONTEXTE

Tandis que les Nations Unies continuaient d'espérer qu'il serait possible d'éviter la guerre en Iraq, le PAM se préparait à faire face à toute une série de possibilités, faisant des plans pour alléger les souffrances qui risquaient de se produire. Un plan d'urgence a été mis en place, et des vivres stockés dans les pays limitrophes de l'Iraq pour parer à l'éventualité d'un afflux soudain de réfugiés dans ces pays.

RÉPONSE DU PAM

La réponse du PAM à la situation d'urgence qui a suivi la guerre en Iraq avait un double objectif: maintenir la chaîne d'approvisionnement du système public de distribution dont 60 pour cent d'Iraqiens dépendaient pour se nourrir, et apporter d'urgence des secours alimentaires supplémentaires aux Iraqiens qui en avaient besoin.

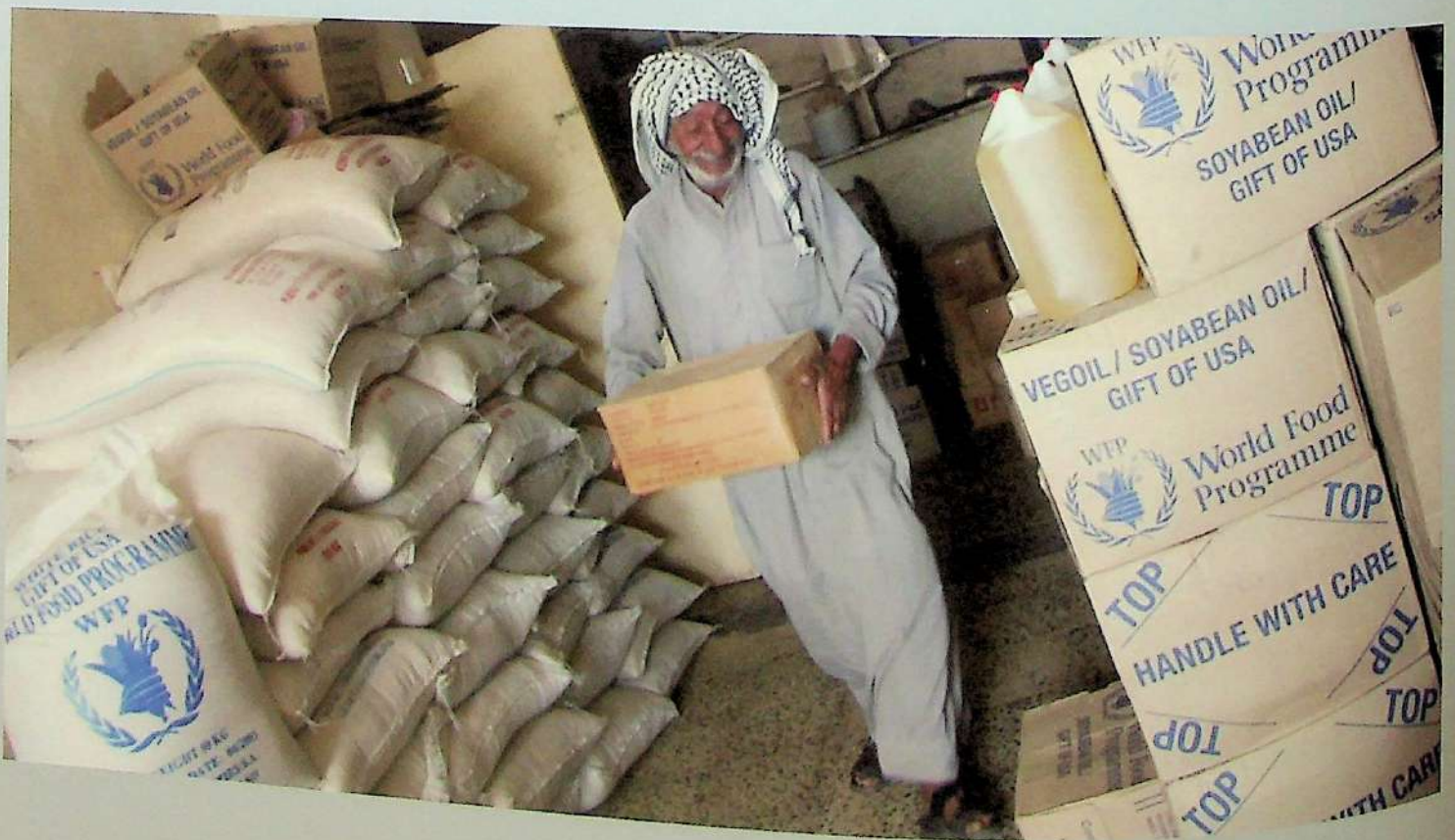
En toute première priorité, il fallait remettre sur pied le système public de distribution et en assurer le fonctionnement, car on savait que les Iraqiens les plus vulnérables n'auraient probablement plus de quoi se nourrir à partir de mai 2003. Le Ministère du commerce, par l'intermédiaire de son réseau d'entrepôts et d'agents (généralement des commerçants) avait distribué des vivres à toute la population pendant plus de 10 ans.

Depuis 1996, la chaîne d'approvisionnement se maintenait grâce au programme pétrole contre nourriture. Sa réactivation après la guerre dépendait de la possibilité d'établir une étroite collaboration avec le Ministère du commerce. Il fallait réparer les bâtiments indispensables, récupérer les listes de distribution dans des bureaux détruits et garantir la livraison des vivres. Ordinateurs, imprimantes, papier, chaises, emballages, chariots élévateurs et palettes, il fallait mettre en place rapidement tout ce matériel afin de devancer la date à laquelle seraient épuisés les stocks de vivres dans le pays.

FONCTIONNAIRES NATIONAUX: DES HÉROS MÉCONNUS

En mars, quand tout le personnel international du PAM en Iraq a été transféré à Chypre à peine 48 heures avant le début de la guerre, quelque 700 fonctionnaires nationaux ont assumé la lourde tâche qui consistait à transmettre les informations essentielles: il fallait savoir si les entrepôts, les silos et les meuneries fonctionnaient encore et où les produits pouvaient être entreposés et transformés.

Cependant, le PAM n'a pas pu tout de suite communiquer avec l'ensemble de son personnel. Les liaisons ont fini par être rétablies dans les 18 gouvernorats. "Notre personnel local a fait un travail





NOT FOR INDIVIDUAL SALE
60 pieces x 100 g

World Food Programme
HIGH ENERGY BISCUITS
UN WFP 986



magnifique en maintenant les contacts autant qu'ils le pouvaient, sans pour autant négliger de s'acquitter de leurs fonctions dans des conditions extrêmes" a dit Torben Due, Directeur de pays du PAM, qui a assumé l'énorme responsabilité d'assurer l'arrivée régulière des vivres en Iraq.

Dans les gouvernorats du nord, les fonctionnaires nationaux du PAM sont restés en contact régulier avec le siège opérationnel à Larnaca (Chypre). Le couloir entre la Turquie et Erbil, Mossoul et Sulaymaniyah ayant été ouvert le premier, les fonctionnaires en poste dans ces gouvernorats ont servi d'exemple aux autres. Leurs collègues du PAM à Larnaca, au Caire et à Rome attendaient avec impatience leurs rapports sur les convois et la distribution de l'aide alimentaire, ainsi que leurs observations sur les prix du marché et le sort des personnes déplacées dans le pays.

À la mi-avril, les fonctionnaires nationaux du PAM à Bagdad ont pu de nouveau communiquer régulièrement

avec leurs collègues internationaux. Tous étaient sains et saufs, mais la ville restait très dangereuse. On pouvait entendre les explosions pendant qu'ils téléphonaient de l'ancien bureau du PAM à l'hôtel Canal. Le bureau avait été pillé, et de nombreux véhicules volés. Les fonctionnaires nationaux qui avaient pour tâche essentielle de préparer la remise sur pied du système public de distribution se sont aussi chargés d'évaluer les besoins de tous ceux qui se trouvaient dans les hôpitaux et les autres établissements sociaux et d'apporter un appui à leurs homologues du Ministère du commerce.

UN DÉFI LOGISTIQUE D'AMPLEUR SANS PRÉCÉDENT

"Un débit de plus de 1 000 tonnes par heure, 24 heures sur 24, sept jours par semaine, pendant plus d'un mois: cela ne s'était jamais vu."

Jean-Jacques Graisse, Vice-Directeur exécutif



DES VIVRES POUR LES ORPHELINS D'ERBIL

Mudafar Jabar, 12 ans, et son frère Mohammad, 11 ans, ont été directement témoins de la cruauté de la vie dans la région pauvre du nord de l'Iraq. D'abord leur mère, puis leur belle-mère se sont immolées – toutes deux pour échapper aux sévices de leur père alcoolique. Aujourd'hui, avec 43 autres enfants, les deux garçons vivent à l'orphelinat d'Erbil.

Si les trois orphelinats d'Erbil n'existaient pas, il y aurait quelque 190 adolescents et enfants qui vivraient encore dans la rue. Dans le cadre de son programme de nutrition, le PAM fournit aux orphelinats des gouvernorats du nord des rations de base composées de riz, de légumes et d'huile végétale.

Ce programme, lancé en 1997 et poursuivi pendant tout le conflit, devait contribuer à ramener de 18,3 pour cent à 11 pour cent le taux de malnutrition chronique chez les enfants du nord.

"Les enfants de ces institutions ont besoin de tout le soutien qui peut leur être apporté. De tous les bénéficiaires du programme de nutrition du PAM, ce sont ces enfants qui sont les moins à même de s'aider eux-mêmes", a dit Salam Othman, assistant du programme du PAM à Erbil.

Pour nourrir toute la population iraquienne – plus de 26 millions d'habitants – il fallait faire entrer dans le pays près de 500 000 tonnes de vivres tous les mois, ce qui a obligé le PAM à mettre sur pied l'opération logistique la plus importante qu'il ait jamais entreprise depuis sa création, il y a 40 ans. Au plus fort de l'opération, environ 9 000 camions devaient emprunter tous les jours les couloirs ouverts à partir de cinq pays voisins. "Un retard, n'aurait-il été que d'une journée, aurait déclenché un effet d'entraînement dans toute la région" a dit Amer Daoudi, responsable de l'opération logistique. "Si un bateau n'était pas déchargé à temps, nous bloquions le port, et risquions de perdre le couloir. Nous ne pouvions tout simplement pas nous le permettre."

La tâche était d'autant plus difficile qu'avant la guerre, le PAM n'avait pas une forte présence dans la région. Il a fallu procéder, avec les gouvernements de la région, à de délicates négociations sur l'établissement des couloirs de transport, l'utilisation des ports et le déploiement des effectifs.

Pendant tout ce temps, personne n'a succombé à la faim. Il y avait dans le pays, au début de la guerre, des stocks de vivres suffisants pour durer jusqu'en mai. Mais, des bateaux naviguaient déjà en mer, transportant des vivres – donnés ou achetés au titre du programme pétrole contre nourriture.

Des livraisons allaient être acheminées dans les 18 gouvernorats du pays. En avril, les approvisionnements étaient stables dans le nord, et les distributions étaient bien engagées. Arriver à utiliser à pleine capacité les couloirs vers le centre et le sud du pays était ce qui préoccupait le plus pour le mois de mai. Le peuple iraquien en dépendait, et personne ne pouvait risquer la congestion des ports.

La fiabilité des communications était essentielle à la réussite de l'opération. L'équipe FITTEST du PAM – composée de spécialistes des télécommunications d'urgence – a assuré la sécurité de toutes les organisations en mettant en place un service de





télécommunications de base et a géré le réseau radio souvent erratique. Elle a aussi fait en sorte que le PAM ait accès au courrier électronique et à l'internet, reliant les unités sur le terrain à Bagdad et au reste du monde.

LA SÉCURITÉ

L'opération d'aide alimentaire en Iraq était constamment exposée à des risques d'ordre sécuritaire – en raison non seulement des incertitudes inhérentes

à toute situation d'après guerre (armes, mines, engins non explosés, banditisme, etc.), mais aussi des menaces qui pesaient sur le personnel aussi bien international que national. La Fondation suisse de déminage (FSD) a accompli un travail prodigieux pour déminer les itinéraires jusqu'aux principaux entrepôts et silos ainsi que pour libérer les installations elles-mêmes des mines, des engins non explosés et des objets piégés.

Le Programme a fait régulièrement appel à l'Autorité provisoire de la coalition, en tant qu'organisme responsable du maintien de l'ordre, pour qu'elle l'aide à assurer la sécurité, et il a pu compter sur sa collaboration. Mais, dès le retrait des troupes, la sécurité est redevenue précaire dans certains endroits. À la mi-juillet, les incidents – attaques ou pillages d'entrepôts, détournements de camions, menaces à l'encontre des gardes – se sont multipliés à tel point que le PAM a publiquement exprimé ses inquiétudes quant à la sécurité de son personnel et de ses opérations.

L'ATTENTAT PERPÉTRÉ CONTRE LES NATIONS UNIES

Le 19 août 2003, les Nations Unies ont été victimes de l'attentat à la bombe le plus tragique et le plus dévastateur de leur histoire. Vingt-deux personnes ont trouvé la mort dans cet attentat qui visait l'hôtel Canal, où était installé le siège de la mission des Nations Unies en Iraq. Parmi elles se trouvait le Représentant spécial du Secrétaire général et chef de l'équipe des Nations Unies, Sergio Vieira de Mello. Six fonctionnaires du PAM ont été grièvement blessés.

Pour attendre le retour à un niveau de sécurité permettant aux Nations Unies de reprendre leurs activités, la plupart des fonctionnaires internationaux ont quitté l'Iraq le 31 août 2003. Le Ministère du commerce et l'Autorité provisoire de la coalition ont continué de distribuer les rations alimentaires à la population iraquienne, les achats de vivres et leur transport vers les 18 gouvernorats se faisant avec l'aide du PAM.

Au lendemain de l'attentat qui a dévasté le siège des Nations Unies à Bagdad, plusieurs des partenaires de réserve du PAM se sont révélés être des alliés et amis précieux

Au risque de leur vie, des collègues de l'Organisme suédois des services de sauvetage (SRSA) et la FSD ont aidé à extraire les survivants des décombres et ont apporté les premiers secours aux blessés.

"En détruisant tout, la bombe a aussi touché le groupe électrogène de secours. Sans électricité, nous n'avions plus de moyens de communication, ni d'ordinateurs. Nous ne

pouvions pas joindre nos collègues même avec le téléphone portable" a dit le responsable régional des télécommunications du PAM, Greg Vanny. Alex Fakira, électricien de RedR Australia, a rebranché l'ancien groupe électrogène et en a installé deux autres dans le campement dressé à la hâte pour remplacer le bâtiment détruit.



En Afrique, au Moyen-Orient, dans le Caucase et en Asie, le PAM a encore fourni une aide alimentaire à des millions de personnes dont la vie s'était effondrée à cause de la guerre et qui ne pouvaient pas retourner chez elles pour reconstruire leurs moyens de subsistance en raison de la persistance du danger.

Aider les victimes de la guerre s'accompagne de difficultés particulières. Bien souvent, ceux qui ont le plus besoin de l'aide du PAM se trouvent dans les zones les plus reculées et les plus dangereuses, vers lesquelles il n'est pas toujours possible de garantir en toute sécurité le passage des convois humanitaires. Le PAM est constamment confronté à un dilemme: comment atteindre les populations qui souffrent de la faim partout où elles se trouvent, tout en faisant le maximum pour protéger son personnel et son matériel. Savoir comment y parvenir sans exposer à de plus grands risques ceux-là même que le PAM est censé aider est une tâche très délicate.

LIBÉRIA

En 2003, 14 années de guerre civile au Libéria avaient causé de terribles ravages dans la population. Au moment où le dernier combat a eu lieu au milieu de 2003, on dénombrait 150 000 morts. Des milliers d'enfants, arrachés à leur famille, avaient été enrôlés

dans la lutte avec les différentes forces et, pour la première fois dans l'histoire du pays, toute une génération d'enfants libériens se trouvait dans une situation pire que celle de leurs parents. La guerre avait empêché les agriculteurs de cultiver leurs terres, et les fonctionnaires n'étaient pas payés depuis des mois.

Quand les combats ont éclaté en juin, jusqu'à un million de personnes ont fui vers la capitale, Monrovia, où beaucoup ont vécu dans des églises, des écoles et même dans le stade de la ville. Dès la cessation des hostilités dans la capitale, le PAM a accéléré de façon spectaculaire ses opérations à partir d'un navire d'approvisionnement ancré au large des côtes de Monrovia. Des vivres et d'autres articles ont aussi été transportés par pont aérien vers les zones dangereuses.

Il était particulièrement difficile d'apporter une aide alimentaire aux personnes déplacées à cause des combats incessants, qui obligeaient souvent le PAM à évacuer le personnel non essentiel. Les villes changeaient de mains constamment, d'où un climat d'anarchie qui interdisait l'accès à de nombreuses parties du pays. Parfois, plus des deux tiers du pays étaient aux mains des rebelles, ce qui excluait la possibilité pour le PAM de se rendre dans les camps de PDI, et même dans ses entrepôts.

Sao Setuah est l'un des enfants qui vivaient dans un centre pour handicapés situé juste à l'extérieur de Monrovia quand la guerre civile au Libéria les a privés de l'aide alimentaire qui était vitale pour eux.

"C'était terrible; les gens avaient si peur, des roquettes éclataient de tous côtés," a dit Setuah parlant du combat qui avait eu lieu hors de l'enceinte du centre et qui avait fait s'y précipiter 4 000 réfugiés, pour répondre aux besoins desquels les réserves alimentaires étaient insuffisantes.

"D'abord, nous avons mangé du chou palmiste" a dit Sao. "Mais cela ne remplissait pas nos estomacs. Après, nous avons eu des bananes avec

de la "kiss meat" – terme local désignant les escargots de brousse, dont il faut séparer la chair de la coquille. À la mi-juillet, nous n'avions plus que de l'eau pour remplir nos estomacs vides."

Dès l'arrivée des forces de maintien de la paix au Libéria en août, le PAM a profité d'une paix relative pour livrer 25 tonnes de farine de maïs aux enfants et aux réfugiés qui avaient trouvé abri dans le centre. C'était la première livraison du PAM hors de Monrovia depuis des semaines. Il n'y avait pas d'huile de cuisine, ni de sucre, ni d'aliments riches en protéines, car les entrepôts du PAM avaient été pillés pendant les combats.

(reproduit avec l'autorisation d'Associated Press)

L'arrivée des forces de maintien de la paix en août a contribué à une amélioration progressive de la sécurité générale au Libéria. La mise en place du nouveau gouvernement transitoire le 14 octobre s'accompagnait pour la première fois depuis plus de dix ans de la possibilité d'instaurer une paix durable. Les organisations humanitaires, dont le PAM, ont pu négocier l'accès à un nombre de plus en plus grand de zones et apporter une aide alimentaire indispensable aux populations qui, pour beaucoup, en étaient privées depuis des années.

À la fin de 2003, environ 385 000 Libériens recevaient des rations alimentaires d'urgence et des aliments de complément spéciaux étaient distribués à 60 000 enfants souffrant de malnutrition à Monrovia. Le PAM a lancé en outre un programme d'alimentation scolaire d'urgence, qui visait au départ les élèves des écoles primaires de deux comtés et qui devait être étendu à 2 100 écoles à la fin de l'année scolaire 2003-2004.

TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

Les violences qui ont éclaté dans le Territoire palestinien occupé en octobre 2000 ont empiré en 2003, causant des pertes humaines dévastatrices - des milliers de morts et de blessés, pour la plupart des civils.

L'insécurité qui s'est aggravée a aussi causé de lourdes pertes pour l'économie locale, car le bouclage des frontières empêchait les soutiens de famille de se rendre au travail, et les agriculteurs d'avoir accès à leurs champs et aux marchés. Avec 60 pour cent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale, c'était une économie locale et un mode de vie traditionnel, auparavant bouillonnants, qui étaient assiégés.

Les bouclages et les couvre-feu empêchent la population de se rendre au travail et bloquent l'accès des personnes et des vivres aux marchés. Dans cette situation d'urgence complexe, le PAM a mis en place un service d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité pour savoir quelles étaient les personnes à aider, où elles vivaient et pourquoi elles

souffraient d'insécurité alimentaire. La logistique, avec un parc de camions et des moyens modernes d'expédition et de suivi, permettait de faire en sorte que l'aide alimentaire parvienne aux bénéficiaires du PAM.

Le PAM a fourni une aide alimentaire à 530 000 victimes du conflit dans le cadre de programmes d'alimentation complémentaire mis en œuvre dans les centres de nutrition, de distributions directes aux plus démunis et d'activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation destinées aux chômeurs. Le PAM a également investi dans l'économie du Territoire en achetant de l'huile d'olive en Cisjordanie et de la farine de blé enrichie en vitamines et en minéraux à Gaza, et il a renforcé les capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne.

LE PAM ACHÈTE 272 TONNES D'HUILE D'OLIVE À 1 600 AGRICULTEURS DÉMUNIS DE CISJORDANIE

La construction du "mur de séparation" a privé des milliers d'agriculteurs cisjordaniens de l'accès à leurs terres et à leurs moyens de subsistance cependant que l'occupation et les bouclages coupaient les producteurs d'huile d'olive des marchés de leurs produits. Ensemble, ces mesures ont dévasté l'économie agricole traditionnelle.

L'achat par le PAM d'huile d'olive produite localement profite à tous. Les plus pauvres ont pu vendre leur huile d'olive, les bénéficiaires du PAM ont reçu de l'huile très appréciée avec leur ration, et le projet a permis d'injecter 750 000 dollars dans l'économie de la Cisjordanie.

Après les conflits

La fin d'un conflit met rarement un terme aux souffrances de ses victimes. Il faut continuer de fournir une aide à ceux dont les vies et les biens ont été détruits par la guerre jusqu'à ce qu'ils puissent de nouveau subvenir à leurs besoins. Dans beaucoup de pays, les répercussions d'une guerre durent plus longtemps que la guerre elle-même, car les mines terrestres empêchent les agriculteurs de retourner sur leurs terres et les gouvernements doivent lutter pour payer la reconstruction des routes, des écoles, des hôpitaux et des autres infrastructures essentielles. Pour le PAM, la fin d'une guerre peut en fait alourdir sa tâche – avec l'ouverture de zones auparavant inaccessibles, le nombre des personnes à aider peut se révéler beaucoup plus élevé qu'on ne l'avait estimé au départ.

AFGHANISTAN

Comme la situation en Afghanistan paraissait s'être beaucoup améliorée en 2003, le PAM a pu réduire ses activités de secours pour mettre l'accent sur le redressement. Grâce à une récolte de blé plus abondante que jamais, les Afghans ont été plus nombreux que dans le passé récent à pouvoir répondre à leurs besoins alimentaires de base.

Malheureusement, les groupes de population les plus pauvres n'ont pas pu profiter de cette abondance. Les réfugiés de retour après des années d'exil, les personnes encore déplacées à cause de la violence ainsi que les veuves et leurs enfants avaient tous encore besoin d'être aidés pour échapper à la faim. En 2003, le PAM a secouru 2,8 millions de personnes dans le cadre de son



opération d'urgence et 6,9 millions d'autres dans le cadre de son intervention de secours et de redressement.

Scolariser les enfants afghans restait une priorité essentielle. Dans tout le pays, il y avait quelque 1,2 million d'enfants qui bénéficiaient d'une alimentation scolaire. Une enquête menée en 2003 par le PAM, le Ministère afghan de l'éducation et des organisations partenaires a révélé une augmentation massive des taux de scolarisation là où un soutien alimentaire était apporté aux écoliers. Le nombre des filles inscrites dans les écoles a plus que triplé. Le PAM a aussi encouragé les femmes, les adolescents et ceux qui n'avaient pas de travail à apprendre à lire et à écrire ainsi qu'à acquérir de nouvelles connaissances dans le cadre de projets vivres pour la formation.

“Nous pouvons maintenant commencer une nouvelle vie par nous-mêmes. Les filles qui ont des compétences sont très demandées dans cette communauté”

Nasima, veuve afghane avec trois jeunes filles, après avoir participé à un projet d'apprentissage de la couture dans la ville de Khost.

Dans le cadre de projets vivres-contre-travail, le PAM a construit des routes, des ponts et des canaux d'irrigation, offrant du travail à des personnes vulnérables qui autrement ne pouvaient guère se procurer des vivres ou trouver un emploi.

“Pour la première fois, nous comprenons vraiment ce que représentent les projets vivres-contre-travail”

Mohammad Zarif, village de Sofak, province de Ghor.

La mort d'un fonctionnaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) assassiné à Ghazni en novembre a mis en évidence la précarité des conditions de sécurité dans lesquelles opèrent les travailleurs humanitaires. En 2003, l'insécurité est restée le principal obstacle à l'efficacité de l'action humanitaire en Afghanistan.

YELLOW SPLIT PEAS
GIFT OF SWITZERLAND
WORLD FOOD
PROGRAMME



NET WEIGHT 40
PRODUCTION



ANGOLA

2003 a vu le retour dans la joie de centaines de milliers de personnes en Angola après des années de guerre civile. Avec la paix, il est devenu possible d'accéder à des zones auparavant isolées à cause des combats, ce qui a permis de constater que le nombre de personnes qui avaient besoin d'une aide était beaucoup plus élevé qu'on ne l'avait estimé au départ.

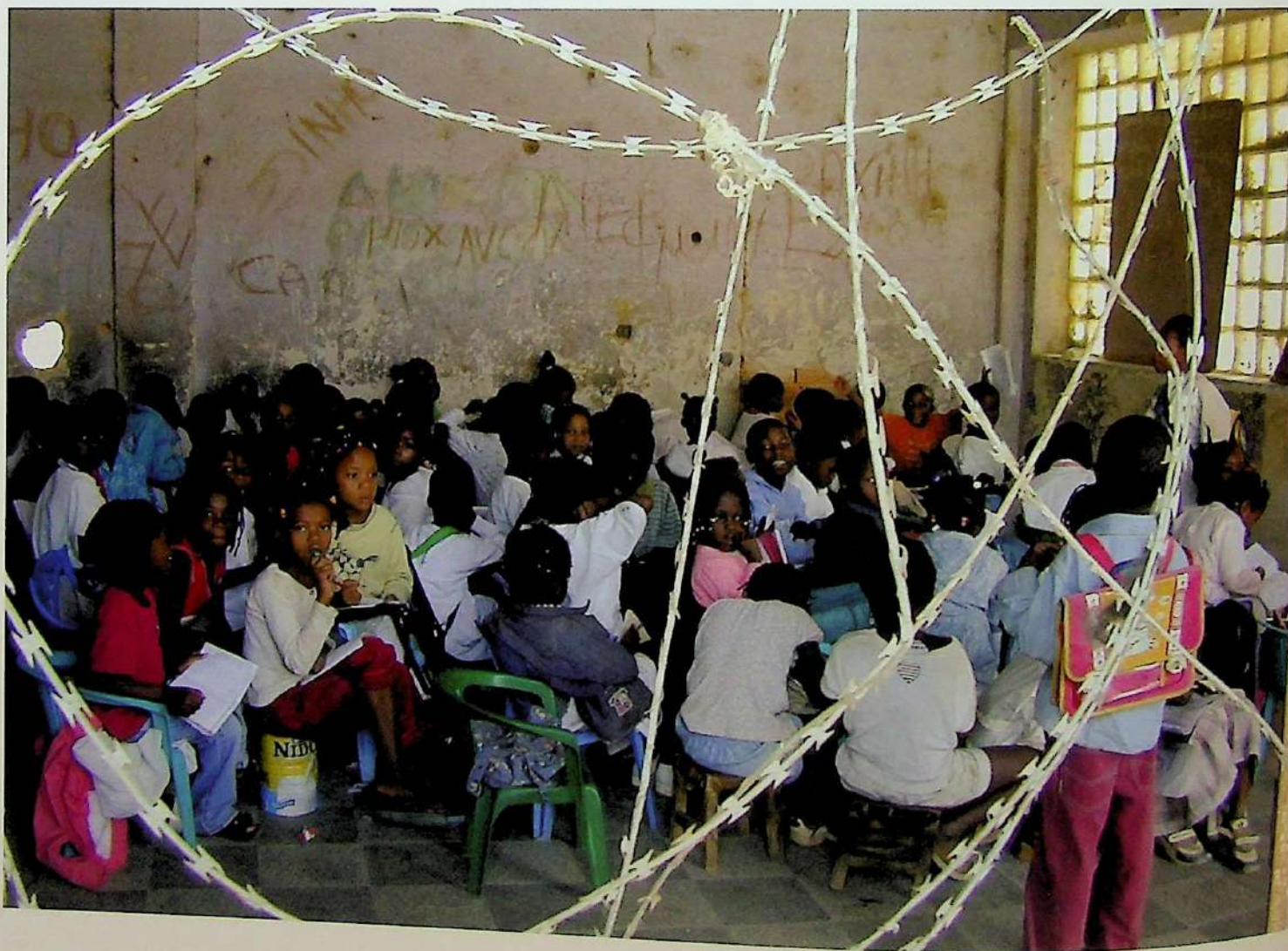
En octobre, l'objectif du PAM était d'apporter une aide alimentaire à 2,2 millions de personnes, dont la plupart étaient des réfugiés de retour dans le pays ou des PDI qui se réinstallaient. Parallèlement, afin de donner une chance à la première récolte depuis l'instauration de la paix, le PAM a distribué des rations aux populations des zones rurales pour leur éviter d'être tentées de se nourrir des semences.

Pendant l'année, le PAM a réussi à réorienter radicalement son aide. Au début de 2003, plus de 60 pour cent de ses bénéficiaires recevaient des secours

alimentaires et, à la fin de l'année, plus de 70 pour cent de ses activités visaient à aider les Angolais à se relever de la guerre et à reprendre le contrôle de leur vie et de leurs moyens de subsistance.

Dans le cadre du projet vivres-contre-travail mis en oeuvre dans la province de Huambo, de destructeurs qu'ils étaient, des combattants se sont transformés en créateurs. Sur la ligne de front, les combats ont ravagé les champs et les forêts de l'exploitation de Quissala. Aujourd'hui, 115 combattants de l'ex-Unita ont ramené sur les 270 hectares de terres de l'exploitation la douce odeur des eucalyptus.

Avec le concours d'une ONG néerlandaise, le PAM a transformé Quissala en école d'agriculture. En retour de l'échange de leurs armes contre des outils agricoles, les combattants reçoivent des rations alimentaires mensuelles et des semences et apprennent à pratiquer l'agriculture de base. Quand il retournent chez eux, les "diplômés" savent comment cultiver leurs produits.



Catastrophes naturelles

En 2003, la sécheresse, les inondations, les cyclones et les tremblements de terre ont continué de faire des ravages parmi les millions de pauvres dans le monde. Pour les 800 millions de ceux qui, dans les pays en développement, ont à peine de quoi se nourrir, il suffit parfois d'une mauvaise récolte ou d'une violente tempête pour les faire plonger dans la misère et le désespoir. S'ils sont obligés de vendre leur bétail ou leur terre uniquement pour survivre, il leur faut parfois des années pour se remettre d'une seule catastrophe.

AFRIQUE AUSTRALE

Dans toute l'Afrique australe, la période de janvier à mars est connue comme étant la "saison de la faim". Même les bonnes années, de nombreuses familles épuisent leurs réserves pendant cette période et luttent pour survivre jusqu'au début de la principale récolte de maïs, en avril. 2003 qui a été l'une des pires années que la région ait connue a fait plonger dans la crise des millions de familles.

Deux années de conditions climatiques défavorables avaient dévasté les cultures dans de nombreuses parties de l'Afrique australe et avaient déclenché une crise alimentaire exacerbée par un ensemble complexe de facteurs – extrême pauvreté, mauvaise planification économique, capacité insuffisante des gouvernements et épidémie du VIH/SIDA, la pire du monde. Il fallait apporter des secours alimentaires d'urgence à environ 15 millions de personnes dans six pays – Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

S'appuyant sur la vaste opération d'urgence lancée en 2002, en 2003 le PAM a fait porter ses efforts sur ceux qui n'avaient absolument rien à manger, et pas d'argent.

Dès le début de la récolte d'avril 2003, le PAM a rapidement réduit ses distributions, non seulement parce que les besoins étaient moindres, mais aussi parce qu'il voulait à coup sûr ne pas décourager les

Plissant les paupières pour ne pas être ébloui par les rayons torrides du soleil de midi, Mahlomola Monaheng fixe en silence ses champs secs et poussiéreux. Les bonnes années, le maïs lui aurait atteint les épaules. Même les mauvaises années, il aurait bruissé autour de sa taille. Mais cette année, seules quelques plantes ont survécu – et elles lui arrivent à peine au genou car elles se dessèchent à cause de la chaleur.

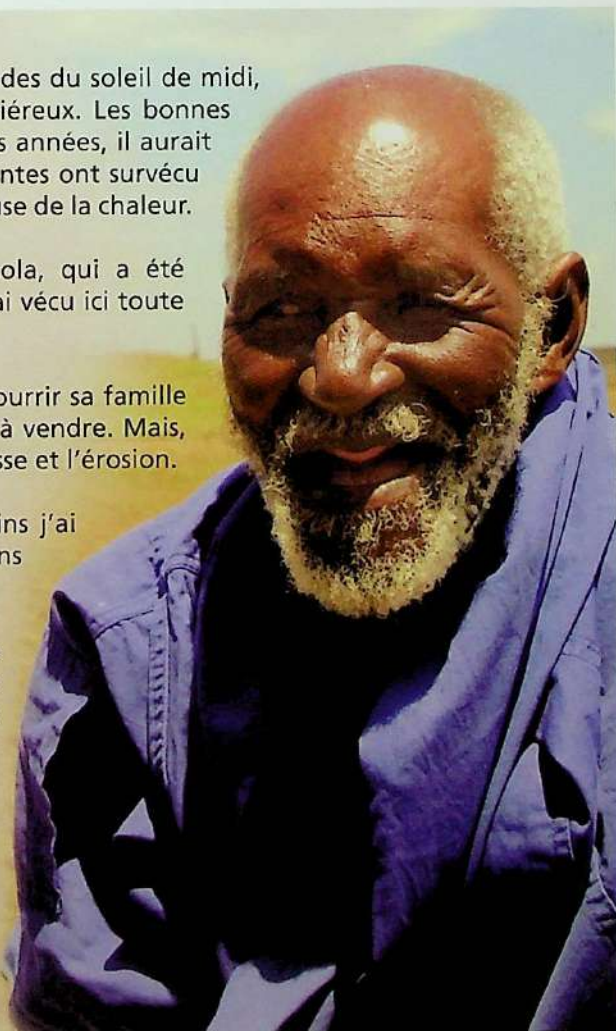
"C'est la pire des sécheresses que j'ai connu" a dit Mahlomola, qui a été agriculteur au Lesotho pendant plus de 50 ans. "J'ai 76 ans, et j'ai vécu ici toute ma vie. Je n'ai jamais rien vu de tel."

Mahlomola récoltait normalement suffisamment de maïs pour nourrir sa famille pendant toute l'année. Parfois, il avait même un petit excédent à vendre. Mais, tout cela, c'était avant que sa terre ne soit ravagée par la sécheresse et l'érosion.

"En 2003, ma récolte de maïs était très médiocre, mais au moins j'ai récolté quelque chose," a-t-il ajouté. "Cette année, nous n'aurons rien du tout."

Une récolte totalement désastreuse, c'est toujours la crise, mais encore plus maintenant. La fille de Mahlomola est morte récemment, lui laissant trois enfants à élever. C'est une charge de plus dont il n'est que trop désireux de s'acquitter – mais une charge pour laquelle il faut de la nourriture et de l'argent. Mahlomola n'a rien de cela.

"Les seuls vivres que nous recevons viennent du PAM. Sans ces vivres, il me faudrait mendier de l'aide auprès de mes amis, mais la plupart d'entre eux n'ont rien à manger non plus," a dit Mahlomola.



Catastrophes naturelles

agriculteurs de planter pour la campagne de l'année suivante, ni nuire aux marchés locaux.

Au cours des six premiers mois de l'opération, le PAM a distribué plus de 500 000 tonnes de vivres. Avec d'autres organisations des Nations Unies et de concert avec la communauté des ONG, le PAM a fourni une aide qui a permis d'éviter à la région de plonger dans une catastrophe – et cela, à un moment où l'Iraq retenait toute l'attention du monde alors que la crise en Afrique australe avait depuis

longtemps disparu de la une des journaux. Des millions de vies ont été sauvées et des millions de personnes sont arrivées à ne pas se tourner vers des mécanismes de survie à risque, telles que la vente d'actifs, le crime, la migration, la prostitution ou la déscolarisation des enfants pour les envoyer travailler ou mendier.

Mais la bataille n'était pas encore gagnée. Bien qu'une grande partie de la région ait bénéficié de bonnes précipitations en 2003, la sécheresse a de

IRAN

La première opération d'urgence du PAM en Iran remonte à 1962, quand un tremblement de terre a frappé le pays. Le PAM est aussi intervenu quand un autre tremblement de terre a complètement détruit la ville historique de Bam le 26 décembre 2003, aux premières heures du matin. La catastrophe a fait 27 000 morts et des dizaines de milliers de sans-abri, victimes de la faim. Quatre des cinq bâtiments de la ville, avec des écoles, des hôpitaux et des maisons, étaient irréparables.

Le bureau du PAM à Téhéran a coordonné la mise en place d'un premier pont aérien pour transporter les secours donnés par les Gouvernements allemand, italien et norvégien,

y compris des couvertures, des filtres à eau et des jerricanes. Un deuxième pont aérien a vite suivi à partir du Dépôt des Nations Unies pour les interventions d'aide humanitaire de Brindisi, avec environ 40 tonnes de biscuits à forte teneur énergétique. Le Gouvernement de l'Inde a aussi permis au PAM de dérouter vers la ville de Bam plus de 100 tonnes de biscuits provenant d'Afghanistan. Ces biscuits ont été distribués par la Société iranienne du Croissant-Rouge, avec des quantités suffisantes de pain et de conserves pour nourrir 120 000 personnes pendant près de deux semaines. Il était essentiel de distribuer aux habitants de Bam des aliments prêts à consommer, comme les biscuits, car presque toutes les maisons et les cuisines avaient été détruites.



nouveau ravagé les cultures de maïs au Lesotho, au sud du Mozambique, au Swaziland et au Zimbabwe. De nouveau aussi, l'aggravation de la pauvreté, l'insuffisance des intrants agricoles et le SIDA ont exacerbé la crise. Dans trois des six pays concernés, un adulte sur trois est séropositif. Les pertes des producteurs agricoles ont dévasté les communautés rurales et amputé la production alimentaire. Il allait falloir apporter une aide à quelque 6,5 millions de personnes pour leur permettre d'arriver jusqu'à la récolte suivante du début 2004. Même au Malawi et en Zambie, où les précipitations avaient été relativement abondantes, des centaines de milliers de personnes étaient trop pauvres pour acheter le maïs disponible sur le marché.

La deuxième opération d'urgence était différente de la première. Son ampleur était moindre et, de plus, les distributions étaient ciblées avec plus de précision sur les groupes les plus vulnérables: ménages dirigés par des enfants ou des grands parents, femmes enceintes et mères allaitantes, familles touchées par le SIDA. Il fallait que l'aide leur soit apportée dans le cadre d'une plus grande diversité d'activités, souvent en association avec d'autres organisations des Nations Unies: vivres-contre-travail, vivres pour la création d'actifs et alimentation scolaire. Des projets pilotes ont été lancés pour nourrir des milliers d'orphelins et autres enfants vulnérables dans les villes de Zambie et du Zimbabwe.

L'opération s'est ressentie de la pression exercée par la multitude des demandes auxquelles le PAM et ses donateurs devaient faire face en Iraq et ailleurs en Afrique. Au départ, les contributions ont été lentes à arriver mais, à la fin de 2003, cinq millions de personnes avaient bénéficié d'une aide au titre de l'opération. Les vivres ont été en grande partie achetées dans la région – Afrique du Sud, Zambie, Malawi et Mozambique – ce qui a aidé le PAM à accélérer ses livraisons, lui a donné plus de flexibilité pour faire face aux pénuries alimentaires dans la région et lui a permis de soutenir les économies et les agriculteurs locaux.

ÉTHIOPIE

L'Éthiopie a été confrontée en 2003 à une crise d'ampleur sans précédent. Les pluies étaient très insuffisantes et, au plus fort de la crise, un nombre inégalé de 13 millions d'Éthiopiens avaient besoin d'une aide d'urgence uniquement pour survivre. Les autorités éthiopiennes ont lancé un appel pour obtenir une aide alimentaire d'un volume record de 1,8 million de tonnes. Le PAM a fourni 400 000 tonnes. Il est à noter que le Programme



a continué de jouer son rôle essentiel dans les activités de mobilisation des ressources, de logistique et de coordination opérationnelle si bien que l'opération de secours a été l'une des mieux coordonnées de toutes les opérations menées en Éthiopie, ce qui met en évidence les nombreux enseignements tirés des décennies passées. Cette opération, menée à bien sans bruit, a permis de sauver des millions de vies.

Néanmoins, l'année a montré aussi que la lutte contre les causes profondes de la faim en Éthiopie n'avait pas assez progressé, ce qui en juin est devenu un problème national. Le premier ministre, Meles Zenawi, a signalé que la réorientation des priorités gouvernementales vers la recherche de solutions durables avait abouti à la mise en place de la nouvelle Coalition pour la sécurité alimentaire. Les principaux responsables de toutes les organisations qui s'occupaient de la sécurité alimentaire dans le pays, dont le PAM, ont élaboré un plan d'action ayant pour but d'assurer la sécurité alimentaire de cinq millions d'Éthiopiens vulnérables et d'améliorer celle de 10 millions d'autres en cinq ans.

En 2003, le PAM a continué de renforcer son programme de développement pluriannuel en Éthiopie, en accordant la priorité essentielle à la formation et au renforcement des capacités. Plus de 8 000 représentants communautaires, techniciens et fonctionnaires éthiopiens ont bénéficié d'une formation à la planification communautaire et aux interventions techniques. Des dizaines de milliers de manuels de formation, de directives et autres matériels didactiques ont été distribués. Le Programme de pays visait essentiellement à quantifier les résultats et à créer des moyens de subsistance durables en investissant dans la population, en appuyant des programmes de financement complémentaire et en prenant sérieusement en compte la problématique hommes-femmes et les questions de VIH/SIDA. Les évaluations d'impact, qui ont régulièrement fait apparaître de bons résultats, indiquent qu'il est nécessaire de développer ces activités.



AMÉRIQUE CENTRALE

Cinq ans après le passage de l'ouragan Mitch en Amérique centrale, il y a encore des centaines de milliers de personnes qui ne se sont pas complètement relevées des ravages qu'il a pu causer et tout nuage annonciateur d'orage fait peser une nouvelle menace de catastrophe et de désespoir.

Même s'ils n'étaient pas encore nés quand l'ouragan a frappé, de nombreux enfants de la région en paient le prix. Sans abri et sans travail depuis, de nombreux parents n'ont pas encore réussi à reconstruire leur maison, ni à retrouver un emploi et à reconstituer leurs économies: ils sont encore désespérément pauvres et souffrent de la faim – tout comme leurs enfants.



En 2003, près de 50 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique au Guatemala, 40 pour cent au Honduras, 25 pour cent au Nicaragua et 23 pour cent en El Salvador. Et, fait difficile à croire, ces moyennes nationales occultent des statistiques régionales encore plus tragiques: dans le nord-ouest du Guatemala, ce sont deux enfants sur trois qui souffrent de malnutrition.

L'action du PAM dans cette région maltraitée par les conditions climatiques vise essentiellement à prévenir la malnutrition aiguë, surtout dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire entrepris dans les zones où le problème est particulièrement répandu. L'IPSR aide aussi les familles à résister aux fréquents coups durs que les catastrophes naturelles assènent aux pauvres.

CORÉE DU NORD

En 2003, le PAM a contribué à nourrir 5,8 millions de Nord-Coréens que la pauvreté et la faim mènent au désespoir. Une aide ciblée avec soin a permis de répondre aux besoins alimentaires essentiels des plus vulnérables.

Au demeurant, le PAM n'a réussi à mobiliser que 60 pour cent des 512 000 tonnes de céréales et autres produits demandés pour l'année, ce qui l'a obligé pendant longtemps à renoncer de prendre en compte de nombreuses personnes démunies dans les plans de distribution. Quarante-vingt-dix pour cent des bénéficiaires désignés étaient des enfants, des femmes et des personnes âgées.

Une augmentation de la production agricole a par ailleurs ramené à moins d'un million de tonnes le déficit céréalier du pays et donc réduit le volume de l'aide recherchée par le PAM. Cependant, des carences alimentaires importantes continuent d'affecter une grande partie de la population, qui ne consomme que très peu de protéines, de graisses et de micronutriments.

Un processus d'ajustement économique, engagé au milieu de 2002, qui prévoyait de fortes augmentations du prix des denrées de base et la suppression des subventions de toutes sortes, a creusé, sans que cela ait été voulu, les différences déjà considérables dans l'accès aux vivres entre les populations rurales aisées et celles des zones urbaines. D'après les données réunies par le PAM, les familles urbaines consacraient jusqu'à 85 pour cent de leur revenu à l'alimentation.

Les conditions dans lesquelles le PAM opère se sont sensiblement améliorées au cours de l'année. Le nombre des visites de suivi chez les bénéficiaires – institutions, ménages, centres publics de distribution – et sur les sites des activités vivres-contre-travail ont atteint une moyenne de 513 par mois, contre 430 en 2002. Il faut attribuer cette amélioration à un allongement des horaires de travail des fonctionnaires et à une diminution importante du nombre des annulations de visites projetées.

En octobre, le PAM a reçu l'autorisation de se rendre dans un nouveau district, Dukchang, dans la province de South Pyongan, ce qui a porté à 163 sur 206 le nombre de comtés et de districts dans lesquels il était possible d'assurer le suivi. À la suite de remaniements administratifs (regroupement de comtés), à fin mars 2004, le PAM avait accès à 161 comtés/districts sur 203.

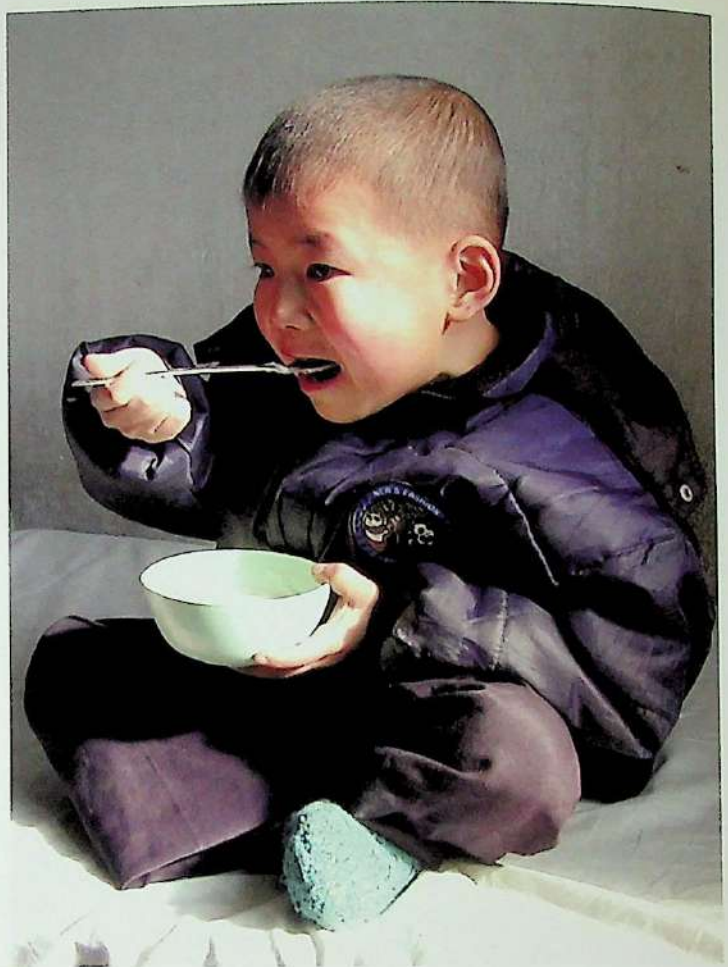
L'amélioration des possibilités d'accès et de suivi a permis au PAM de rassembler un plus grand nombre d'informations plus fiables sur les disponibilités alimentaires, les prix, les revenus, les modes de consommation et les mécanismes de survie. Le PAM a pu ainsi mieux connaître les besoins et apporter une aide plus efficace.

L'établissement d'un service national de téléphonie mobile représente aussi un progrès encourageant. Le Gouvernement a donné au PAM l'assurance écrite que son personnel national, mais non le personnel international, pourrait utiliser le réseau. Le PAM continue d'examiner avec le Gouvernement la question des moyens de communication par téléphone mobile.

Malgré l'amélioration pendant l'année des conditions dans lesquelles le PAM opère, des restrictions importantes à l'accès aux personnes vulnérables ainsi qu'aux marchés et aux commerces ont persisté. Elles ont limité les possibilités de suivi et de dépistage à temps de nouveaux groupes atteints par l'insécurité alimentaire.

Environ 15 pour cent des 23 millions de Nord-Coréens restent en dehors du rayon d'action du PAM qui n'a pas été en mesure de déterminer leur état nutritionnel car il continue d'appliquer rigoureusement la politique du "pas d'accès, pas de vivres" (l'aide n'est fournie que dans les zones où il est possible d'assurer le suivi des distributions).

Les fonctionnaires du PAM n'étaient toujours pas autorisés à faire des visites aléatoires aux bénéficiaires, ni à se rendre sur les marchés locaux, exception faite d'un marché de consommateurs à Pyongyang.



À cause de ces restrictions, le PAM ne peut pas dire avec certitude qu'il ne se produit pas de détournement systématique de grandes quantités de vivres. L'impossibilité d'appliquer les normes internationales de suivi en Corée du Nord est source de préoccupation constante pour le PAM et les donateurs. Cela conduit des donateurs à donner moins, ou à ne rien donner, et a eu de graves répercussions sur la possibilité pour le PAM de mobiliser des ressources pour ses opérations dans le pays. Néanmoins, certains faits indiquaient au début de 2004 que les conditions continueraient de s'améliorer.

L'irrégularité des approvisionnements au titre de l'aide alimentaire, qui s'est encore accentuée au début de 2004, a constitué une sérieuse menace pour la capacité de prévention que le PAM a mise en place au cours des années. Cette capacité garantit que, si l'organisation est bien soutenue, il ne se produira pas d'aggravation sérieuse de la crise alimentaire en République populaire démocratique de Corée.

VIH/SIDA et faim



Les ravages causés par le VIH/SIDA en Afrique australe mettent évidence le lien fatal qui existe entre le VIH et la faim. En 2003, le PAM a appelé l'attention sur le fait qu'une bonne nutrition constitue la première ligne de défense contre le SIDA. Un régime alimentaire sain peut contribuer à retarder l'apparition du SIDA chez les séropositifs en les rendant moins réceptifs aux maladies opportunistes. Et, pour ceux qui ont la chance de bénéficier la thérapie anti-rétrovirus, une bonne nutrition est essentielle à la pleine efficacité du traitement.

Le PAM a travaillé dur pour incorporer la lutte contre le VIH/SIDA dans toutes ses opérations en 2003. Il a fourni des aliments composés enrichis en vitamines et minéraux essentiels aux malades du SIDA et apporté une aide alimentaire aux enfants dont les parents étaient malades ou morts du SIDA, y compris ceux qui doivent se débrouiller seuls, avec leurs jeunes frères et sœurs. À la fin de 2003, le PAM menait des interventions liées au VIH/SIDA dans 41 pays – 30 en Afrique, six en Amérique latine et dans les Caraïbes, quatre en Asie et une en Europe orientale.

En octobre 2003, le PAM devenait le neuvième organisme de cofinancement du programme ONUSIDA, témoignant ainsi de sa volonté d'atténuer les répercussions du SIDA sur les pauvres du monde. Il travaille en étroite collaboration avec les huit autres

UGANDA: LE LIVRE DU SOUVENIR

Yudaya se prépare à mourir. Elle a le SIDA et tous les jours, elle raconte dans un journal une anecdote tirée de l'histoire de sa famille et y ajoute des conseils pratiques à l'intention de sa fille aînée, Victoria. Pour les Ougandais, ces journaux sont des "livres du souvenir". L'histoire de Yudaya est douloureuse, mais hélas elle n'est pas rare: son mari est mort du SIDA et les proches de ce dernier l'ont dépossédée de sa maison confortable et de ses biens. Avec ses quatre enfants, elle vit maintenant dans un taudis et sa survie dépend de l'aide alimentaire du PAM. Yudaya est forte et veut tenir aussi longtemps qu'elle le peut, pour travailler si possible et transmettre à ses enfants ce qu'elle sait. L'aide alimentaire lui permet de bien se nourrir, et de lutter contre les maladies. Comme elle le dit: "Maintenant, je dois manger pour deux: moi et le virus."

VIH/SIDA et faim

organismes: Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour la population, Organisation mondiale de la santé (OMS), Office des Nations Unies pour la lutte contre la drogue et le crime, Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Banque mondiale. Son rôle consiste à fournir une aide alimentaire dans le cadre d'une action mondiale de lutte contre le SIDA.

À cette fin, le PAM s'est engagé à participer à l'initiative de l'OMS "Trois millions d'ici à 2005" qui vise à ce que trois millions de personnes bénéficient d'un traitement anti-rétrovirus d'ici à la fin de 2005. Le PAM espère que l'alimentation et la nutrition seront prises en compte dans beaucoup de pays qui participent à l'initiative de manière que le traitement soit le plus bénéfique possible

On a dit "pour l'instant, le seul vaccin dont nous disposons, c'est l'éducation", c'est-à-dire que l'éducation – et le changement de comportement qu'elle entraîne – est le meilleur moyen de prévenir le SIDA. Selon des études publiées récemment, même dans les pays à forte prévalence du VIH, les enfants sont d'autant mieux en mesure de prévenir l'infection qu'ils restent longtemps à l'école. Des efforts sont entrepris pour atteindre les

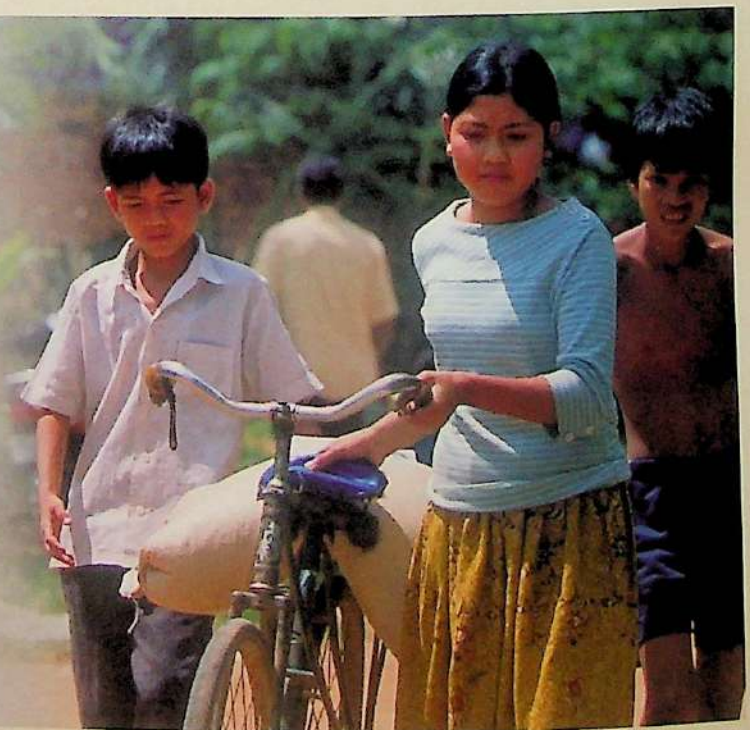
enfants touchés par le SIDA dans le cadre des projets d'alimentation scolaire du PAM, et 20 pays ont déjà intégré l'information sur le SIDA dans leurs programmes d'alimentation scolaire. En étroite collaboration avec l'UNICEF, le PAM fait en sorte que les orphelins et les enfants vulnérables reçoivent l'appui dont ils ont besoin pour grandir en bonne santé.

Environ sept millions d'agriculteurs africains sont morts du SIDA. L'une des répercussions les plus graves en est la perte du savoir-faire agricole qui se transmettait de génération en génération. Au milieu de 2003, le PAM et la FAO ont lancé un projet pilote au Mozambique – the Junior Farmer Field and Life School – dans le cadre duquel est dispensé un apprentissage des techniques agricoles aux enfants et jeunes des familles touchées par le SIDA. Le PAM espère pouvoir élargir ce projet et le reprendre dans d'autres pays où le travail agricole pâtit de la pandémie.

Le PAM a aussi commencé à recruter des Volontaires des Nations Unies (VNU) pour aider les pays les plus touchés par le SIDA à renforcer leurs capacités en matière de programmation, de formation et de soins de santé. Des volontaires ont été envoyés en 2003 dans les 11 pays suivants: Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Haïti, Niger, Mozambique, Myanmar, Ouganda, Rwanda et Swaziland.

CAMBODGE: ORPHELINS QUI NE SONT PLUS CONDAMNÉS À LUTTER SEULS

Quand ses parents sont morts du SIDA, Srey Ny, 15 ans, et ses cinq frères et sœurs se sont trouvés condamnés à lutter seuls. S'estimant responsable de l'éducation de ses frères et sœurs, au lieu d'aller à l'école, Ny passait ses journées à chercher de quoi mettre à manger sur la table. Heureusement, les orphelins ont trouvé un refuge quand Kong Sima les a autorisés à construire une maison de fortune simple sur sa terre à Kampong Cham. Une ONG locale distribue aux orphelins, et à d'autres comme eux, des rations alimentaires du PAM.



Alimentation scolaire

En 2003, le PAM a aidé 15,2 millions d'écoliers dans 69 pays.

Une école, c'est beaucoup plus que quatre murs et un tableau noir. La Campagne mondiale d'alimentation scolaire du PAM, c'est aussi beaucoup plus que de simples repas scolaires. Les écoles appuyées par le PAM donnent à ses partenaires le possibilité de transmettre des informations salvatrices sur différentes questions telles que: se protéger de l'infection par le VIH, débarrasser les enfants des vers et parasites et acquérir un sentiment de normalité après la guerre.

Même dans les pays les plus touchés par le VIH/SIDA, la plupart des enfants en âge d'aller à l'école ne sont pas séropositifs. S'ils sont éduqués

et grandissent en bonne santé, ils représentent "l'ouverture vers l'espoir" d'arriver à mettre un terme au déclin fatal qui mène à la pauvreté et au désespoir. L'alimentation scolaire encourage les enfants à aller à l'école. Il importe en particulier que les filles soient scolarisées, car des études ont montré que les filles risquent d'autant moins de contracter le SIDA qu'elles sont allées longtemps à l'école. Lier l'alimentation scolaire à la prévention de l'infection par le VIH et à l'apprentissage de connaissances "utiles à la vie" peut encourager les enfants à aller à l'école, les aider à rester en bonne santé et à faire face aux difficultés, tout en acquerrant une instruction. En outre, les rations à emporter peuvent aider les familles touchées par le SIDA qui luttent pour se procurer de quoi se nourrir.





Les écoles peuvent jouer un rôle essentiel dans la reprise d'une vie normale après la guerre. En Afghanistan, par exemple, le PAM a travaillé avec l'UNICEF, le gouvernement transitoire et les ONG pour faire de la scolarisation des enfants une toute première priorité humanitaire. L'UNICEF a fourni des livres et du matériel didactique, tandis que les programmes d'alimentation scolaire du PAM ont permis d'aider environ 1,2 million d'enfants en 2003. Les taux de scolarisation des filles ont plus que triplé entre 2001 et 2003.

L'approche du "retour de la paix, retour à l'école" a aussi été appliquée en Angola, au Libéria et en Sierra Leone, et il est prévu de l'appliquer au Soudan. Au Libéria, des familles ont utilisé leur maison comme école ou ont construit des salles de classe de fortune, enthousiasmées à l'idée que leurs enfants recevraient une éducation de base et un repas nutritif. Les communautés réparent les routes et reconstruisent les

ponts pour que l'aide alimentaire parvienne aussi aux écoles des zones reculées.

Pour les trois prochaines années, l'objectif du PAM est de faire en sorte que 50 millions d'enfants dans le monde bénéficient de l'alimentation scolaire. Pour démontrer la valeur de l'alimentation scolaire et suivre les progrès vers l'objectif à atteindre, le Programme a consacré beaucoup d'énergie au suivi et à l'évaluation. Une enquête normalisée permet de réunir des données sur l'impact des programmes d'alimentation scolaire dans les régions du monde touchées par l'insécurité alimentaire: jusqu'ici l'enquête porte sur plus de 10 000 écoles de 44 pays. Rassembler des informations peut être un véritable défi. Pour atteindre les écoles des zones montagneuses reculées, il faut parfois marcher pendant des jours, et pour se rendre dans celles qui se trouvent dans des zones de conflit, il faut parfois se faire escorter par l'armée, et une épidémie peut tout retarder.

LAOS: FAIRE DU RÊVE UNE RÉALITÉ

Luang Prabang est une ville merveilleuse de temples bouddhistes située au bord du fabuleux fleuve Mékong, où la route nationale allant vers le nord se rétrécit à deux voies, zigzaguant à travers des montagnes couvertes de jungle au milieu des brumes matinales, et des terres agricoles brûlées et abandonnées pour atteindre les coins les plus reculés et les moins peuplés de ce petit pays sans littoral.

Le PAM travaille au fin fond du nord du Laos depuis les deux dernières années pour apporter nourriture, éducation et soins de santé à des milliers d'enfants qui souffrent de malnutrition et comptent parmi les plus pauvres de toute l'Asie du Sud-Est. Le programme d'alimentation scolaire, que le PAM met en œuvre avec le Gouvernement lao, est une révolution sans bruit pour les familles tribales de ces zones frontalières qui n'ont pratiquement pas changé de mode de vie depuis des siècles.

La télévision et Internet y sont inconnus. Dans de petits hameaux accrochés au flanc des montagnes, sans lignes électriques ni canalisations, ces Laotiens ruraux vivent de l'agriculture, d'un peu d'élevage et de quelque commerce à la frontière chinoise. Une mère de la province d'Udomxay a dit à des fonctionnaires du PAM que, dans toute sa vie, elle n'était jamais allée plus loin qu'au marché, à 12 km. Plus de la moitié de la population est analphabète, qu'il s'agisse du dialecte ethnique ou de la langue officielle lao. Plus de 80 pour cent des enfants souffrent de parasitose stomacale.

En 2002, l'aide alimentaire a commencé à arriver dans les petites écoles à armature de bambou, dont la plupart n'ont pas de tableaux noirs, ni même de murs. Des fonctionnaires du PAM et du gouvernement se rendent dans les écoles pour donner aux enfants des conseils en matière de santé et leur distribuer des comprimés antihelminthiques. Des équipes sanitaires surveillent aussi les enfants pour connaître l'efficacité du déparasitage.

En 2003, 57 000 enfants du Laos septentrional ont reçu à l'école, grâce au PAM, un repas nutritif à base de maïs et de soja. Environ 27 000 filles ont reçu une ration supplémentaire de riz et des conserves de poisson à partager avec leurs familles,



autre incitation à la scolarisation. Près de 8 000 garçons et filles vivent à de telles distances qu'ils doivent camper près de l'école pour attendre les rations de riz, de poisson et de sel qui leur permettront de se nourrir le soir et les fins de semaine.

Il n'est pas rare de voir des parents pleurer avec reconnaissance pour l'aide inhabituelle apportée à leurs enfants et l'avenir que cette aide leur ouvre.

"Mon fils va savoir lire et écrire," a dit Somphone, qui, comme beaucoup de Laotiens, n'a qu'un seul nom. "C'est mon rêve."

Partenariats

En 2003, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec tout un réseau de particuliers, d'organisations et de gouvernements qui se sont dévoués pour apporter créativité, volonté politique et ressources financières. Le PAM a resserré certains partenariats noués de longue date et en a établi de nouveaux afin de fournir le meilleur service possible aux pauvres et à ceux qui ont faim.

ORGANISATIONS AYANT LEUR SIÈGE À ROME

En 2003, le PAM a renforcé la collaboration avec ses partenaires de longue date à Rome. Outre les 20 missions d'évaluation des récoltes et approvisionnements alimentaires réalisées tous les ans, il a collaboré avec la FAO à l'exécution de 77 projets dans 41 pays. Le FIDA et le PAM ont travaillé ensemble dans le cadre de 21 projets entrepris dans le monde. La FAO, le FIDA et le PAM ont collaboré à la mise au point d'une double approche pour mettre un terme à la faim: investir à court terme dans l'aide alimentaire pour prévenir les dommages durables dus à la malnutrition et investir à plus long terme pour que les populations des pays les plus pauvres puissent subvenir à leurs besoins alimentaires.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Plus d'un millier d'ONG locales et internationales, avec d'autres partenaires de la société civile, ont aidé le PAM à atteindre ceux qui ont faim en 2003. En intégrant l'aide alimentaire dans leurs projets et en aidant le PAM à mettre ses projets en route, elles ont servi de lien vital avec les communautés démunies, en particulier dans certaines des régions qui pourraient facilement tomber dans l'oubli.

NEPAD

En novembre 2003, le PAM a signé un mémorandum d'accord avec le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD), formalisant ainsi la coopération entre les deux organisations. Parmi les initiatives importantes figurent le projet pilote "Home-Grown School Feeding", qui est exécuté avec des produits achetés sur place afin de stimuler la production locale, et une étude de la contribution que

peuvent apporter les réserves alimentaires à la protection de la sécurité alimentaire.

AUTRES ORGANISATIONS

Le PAM et le HCR ont renouvelé pour 2003 l'engagement formel qu'ils ont pris de travailler ensemble, en signant un nouveau mémorandum d'accord. L'UNICEF et le PAM se sont employés à améliorer la santé et l'état nutritionnel des écoliers, dans le cadre notamment d'une initiative commune liée au VIH/SIDA. La collaboration avec l'UNESCO et l'OMS a été essentielle pour assurer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire liés à la santé.

Le PAM a aussi maintenu des liens étroits avec le mouvement de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge.

PARTENAIRES DE RÉSERVE

À l'action menée par le PAM pour atteindre les chiffres record de 2003, il faut associer des héros méconnus. Nous n'aurions pas pu venir en aide à autant de personnes sans le travail extraordinaire qu'ont accompli nos partenaires de réserve: le Conseil danois pour les réfugiés; le Département du développement international (DFID, Royaume-Uni); Ericsson Response; la Fondation suisse de déminage; le Conseil norvégien pour les réfugiés; RedR Australia; Svendborg Marine Surveyors; l'Organisme suédois des services de sauvetage; la Direction du développement et de la coopération (Suisse); et le Corps suisse d'aide humanitaire.

Grâce au professionnalisme et aux compétences techniques de ces organismes, le PAM a pu, lors des opérations qu'il menait dans 31 pays, surmonter des obstacles incroyables pour assurer la livraison de secours alimentaires qui ont permis de sauver des vies.

SOUTIEN DES CÉLÉBRITÉS

Plusieurs voix de renom se sont jointes au chœur des célébrités et stars du sport internationales qui sont de plus en plus nombreuses à aider le PAM dans ses activités de sensibilisation au problème de la faim. Elles aident le PAM à toucher un public plus large partout dans le monde.



Récompensée par un Grammy Award, **Cesaria Evora**, l'une des plus grandes chanteuses d'Afrique, a fait sa première apparition officielle en qualité d'ambassadrice contre la faim à l'occasion d'un concert de bienfaisance spécialement organisé à Rome le 8 décembre. Le concert a eu lieu à guichets fermés devant 1 200 personnes dans le nouvel Auditorium de Rome. Depuis longtemps porte-parole des femmes et des enfants pauvres du Cap-Vert, son pays natal, Evora a accepté d'être l'ambassadrice du PAM en juin, après avoir été témoin de l'impact de l'opération d'alimentation scolaire menée dans ce pays. Elle a dédié au PAM l'une des chansons de son nouvel album.

Keiko Matsui, pianiste de jazz qui a remporté des prix au Japon, a fait sensation lors d'une conférence de presse du PAM à Tokyo quand elle a joué 'Wildflower'. Cette chanson est dédiée au PAM. Matsui a dit que "c'était un honneur pour elle de soutenir l'action du PAM en faveur des enfants qui ont faim en Afrique." Elle a ajouté, "La musique n'a pas de frontières: elle peut effacer les différences entre les cultures, les religions et les origines ethniques." Son partenariat

avec le PAM a été annoncé lors d'une conférence de presse pendant la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

Aster Aweke, qui est le chanteur le plus connu en Éthiopie, est revenu des États-Unis dans son pays natal pour donner en novembre deux concerts, qui ont permis de mobiliser 83 000 dollars au profit du programme d'alimentation scolaire du PAM. Le stade d'Addis-Abéba était rempli de passionnés par la fameuse musique d'Aweke, mélange de modernité et de tradition éthiopienne. Les chansons d'Aweke ont été classées premières au hit-parade de deux publications prestigieuses, le Billboard Magazine et le College Music Journal.

Sean Connery est apparu dans un spot publicitaire consacré aux travaux du PAM. Le spot de 30 secondes illustre la manière dont le PAM utilise tous les moyens de transport, depuis le bateau jusqu'au camion et à l'hélicoptère, pour livrer l'aide alimentaire à ceux qui en ont besoin. Il a été diffusé gratuitement sur BBC World Service, CNN et toute une série d'autres chaînes de télévision dans le monde.

COUPE DU MONDE DE RUGBY

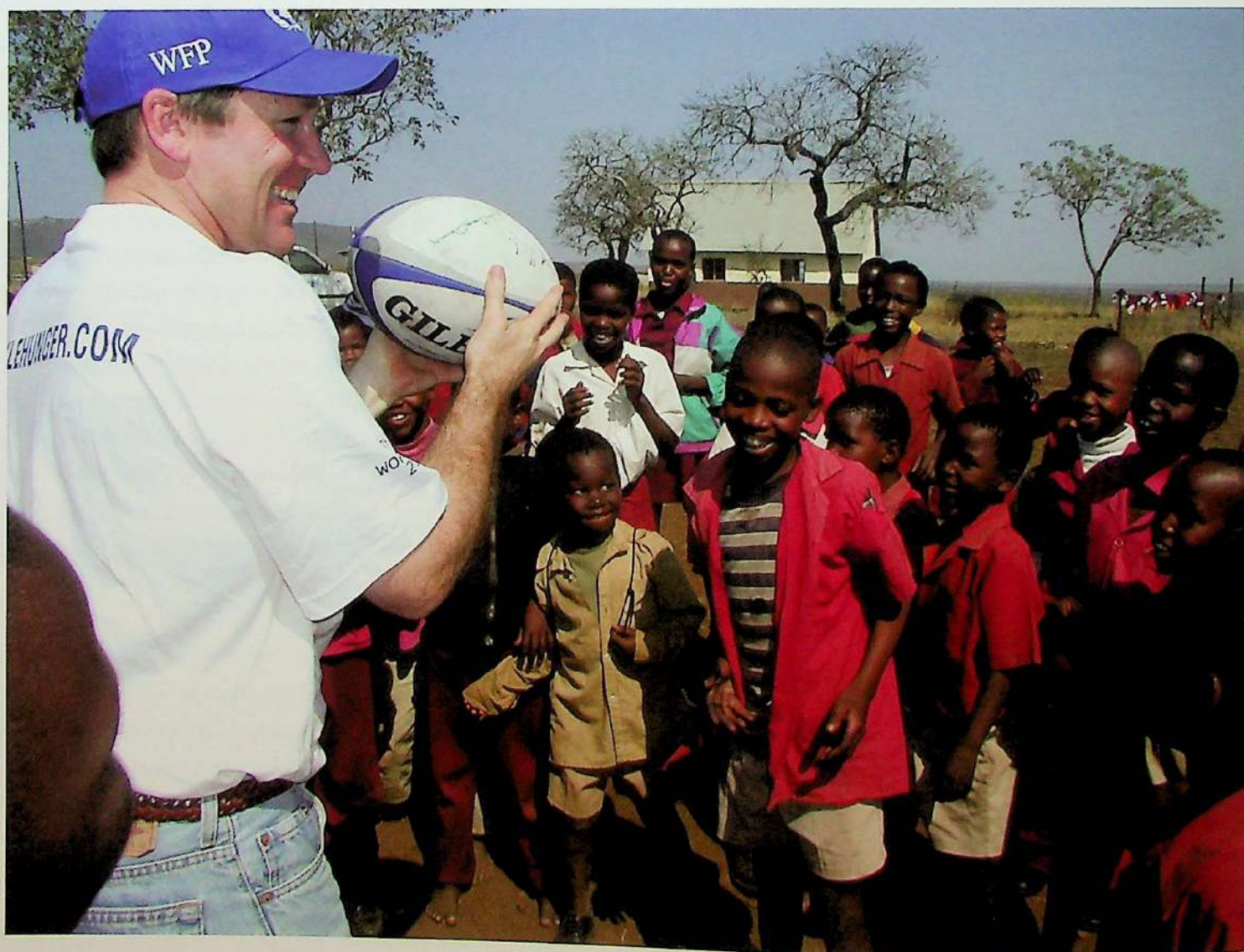
Associer la plus grande organisation humanitaire du monde à l'événement sportif international le plus important de 2003, la Coupe du monde de rugby en Australie, était l'idée de membres du personnel du PAM, passionnés par ce sport. L'objectif était simple: appeler l'attention sur les 800 millions de personnes qui, dans le monde, n'ont pas assez à manger, encourager ceux qui suivent les matches à "plaquer" la faim.

Les spectateurs étaient captivés pendant 30 secondes par un spot publicitaire diffusé dans les stades et sur des millions d'écrans de télévision dans le monde, avec pour vedette la star du rugby, Nick Farr-Jones. Sur tous les vols de la compagnie Qantas à destination et en provenance d'Australie, les passagers pouvaient aussi voir le spot. La campagne a été renforcée par des publicités dans la presse et dans

les stades ainsi que par un site Web. Avec une couverture médiatique représentant plus de 13 millions de dollars, elle a atteint un public plus large, et y est parvenue plus vite, que n'importe quelle autre campagne jamais menée par le PAM.

Les capitaines des quatre équipes demi-finalistes de la Coupe du monde de rugby ont prêté leur voix et leur image pour servir la campagne. Nick Farr-Jones d'Australie et David Kirk de Nouvelle-Zélande sont même allés plus loin, en devenant ambassadeurs de la campagne.

Avec cette campagne, c'est la première fois que la Coupe du monde de rugby s'associe à une organisation à but non lucratif. Les points forts communs au rugby et au PAM – travail d'équipe, rapidité et sens de la mission – ont contribué à assurer le succès du partenariat.



Financement et ressources

Les dons faits au PAM ont atteint le montant record de 2,6 milliards de dollars en 2003, soit une progression de 44 pour cent par rapport à 2002. Le Programme avait pour objectif de venir en aide à 110 millions de personnes en 2003 et avait besoin de 8 millions de tonnes de vivres. À la fin de l'année, il avait réussi à en livrer six millions de tonnes et à aider 104 millions de personnes dans 81 pays.

Les besoins énormes d'aide alimentaire en Afrique australe, ajoutés à ceux de l'Iraq, ont motivé les donateurs. Dans le cadre de son opération d'urgence, le PAM a expédié en Iraq 728 000 tonnes de vivres, pour un coût de 472 millions de dollars. Compte tenu des vivres livrés au titre du programme pétrole contre vivres, les expéditions ont atteint au total deux millions de tonnes, pour un coût de près de 1,3 milliard de dollars.

Les contributions destinées à toutes les catégories d'activités ont augmenté en 2003: 1,4 milliard de dollars ont été versés au titre des opérations d'urgence du PAM, et 240 millions de dollars au titre des activités de développement, contre 215 millions en 2002 (mais seuls les deux tiers des besoins à ce titre ont été couverts).

Les interventions prolongées de secours et de redressement ont attiré un montant de dons qui n'avait jamais encore été atteint – 824 millions de dollars. Le PAM a pu répondre aux besoins d'aide alimentaire de 90 pour cent des réfugiés, personnes déplacées et personnes se relevant de la guerre et de catastrophes naturelles.

Le PAM a reçu un montant double de celui de 2002, soit environ 76 millions de dollars, pour financer les opérations spéciales destinées à surmonter les obstacles logistiques. Néanmoins, pour plusieurs opérations importantes, mais moins médiatisées, les fonds ont été insuffisants, car les donateurs ont généralement privilégié les projets liés à la crise en Iraq.

Les fonds multilatéraux, que les donateurs permettent au PAM d'affecter aux projets en fonction de leur caractère d'urgence, se sont à nouveau révélés essentiels pour éviter les ruptures de la filière d'approvisionnement, compléter les rations alimentaires destinées à des projets

pour lesquels les dons en nature ne se composaient que d'un seul produit et financer les urgences "oubliées". Malheureusement, deux pour cent seulement de toutes les contributions aux opérations d'urgence en 2003 étaient multilatérales, si bien que le PAM n'a pas été en mesure d'intervenir aussi efficacement qu'il l'aurait pu.

GOVERNEMENTS DONATEURS

Les donateurs du PAM ont été plus généreux que jamais en 2003, 16 des 20 premiers donateurs ayant accru leurs contributions. Les États-Unis, la Commission européenne, le Royaume-Uni, le Japon, le Canada, la Suède et la Suisse ont tous augmenté leurs contributions d'au moins 15 pour cent par rapport à l'année précédente.

En 2003, comme en 2001 et 2002, ce sont les États-Unis qui ont apporté au PAM plus de la moitié de ses ressources. Tout en se félicitant de cette extraordinaire générosité, le PAM a beaucoup travaillé pour élargir le soutien fourni par les autres principaux donateurs et exploiter de nouvelles sources de contributions.

Les contributions des nouveaux gouvernements donateurs et des institutions financières en 2003 se sont élevées à 95 millions de dollars, soit plus du décuple du montant qu'elles représentaient il y a dix ans. Par exemple, la Russie a apporté une contribution de 11 millions de dollars. Parmi les nouveaux donateurs, les contributions les plus importantes ont été versées par le Malawi (1,1 million de dollars), le Koweït (1 million), le Vietnam (500 000) et le Cameroun (33 000).

Le PAM a nourri environ 35 millions de personnes en Chine, résultat des activités de secours et d'appui au développement menées depuis 25 ans. Pendant sa visite en Chine en décembre 2003, le Directeur exécutif du PAM a rendu hommage à la Chine pour les résultats remarquables qu'elle a obtenus dans sa lutte contre la pauvreté et la faim.

"Comme son économie devient plus prospère, nous voulons que la Chine soit l'un de nos principaux partenaires financiers et mobiliser la main-d'œuvre et le savoir-faire technique chinois", a-t-il dit. Un nouveau partenariat à long terme se prépare aux plus hauts niveaux. En 2003, la Chine a fait don de plus de 1 million de dollars pour les opérations locales du PAM et versé pour 2003-04 une contribution en espèces d'un montant de 2,5 millions de dollars.

Secteur privé: Appui et partenariats

L'appui du secteur privé a progressé de façon exponentielle en 2003, ses contributions en espèces et en nature au Programme représentant 30 millions de dollars, soit une augmentation énorme par rapport au montant de 2002, 3,8 millions de dollars.

Dans un souci de plus grande efficacité et de plus grande économie, le PAM recherche 12 à 15 partenaires privés à long terme qui lui apporteraient des dons en nature et en espèces, y compris un soutien logistique et des compétences techniques.

PREMIER PARTENAIRE DU PAM DANS LE SECTEUR PRIVÉ

À la suite de l'établissement d'un partenariat avec le PAM en décembre 2002, la société mondiale de services express, postaux et logistiques installée aux Pays-Bas, TPG, a apporté des contributions en espèces et un appui en nature, pour une valeur de 6,2 millions de dollars. Premier et principal partenaire du PAM dans le secteur privé, TPG, holding de TNT et TPG Post, a engagé son personnel, ses ressources et ses compétences pour permettre au PAM d'atteindre un plus grand nombre de pauvres dans le monde.

La première année du partenariat, TPG a apporté une aide logistique pour améliorer la capacité

d'intervention d'urgence du PAM et renforcer sa chaîne d'approvisionnement au service de la communauté humanitaire. TPG a aussi assuré le transport par avion des cargaisons humanitaires nécessaires d'urgence au Tchad, en Iran et au Libéria.

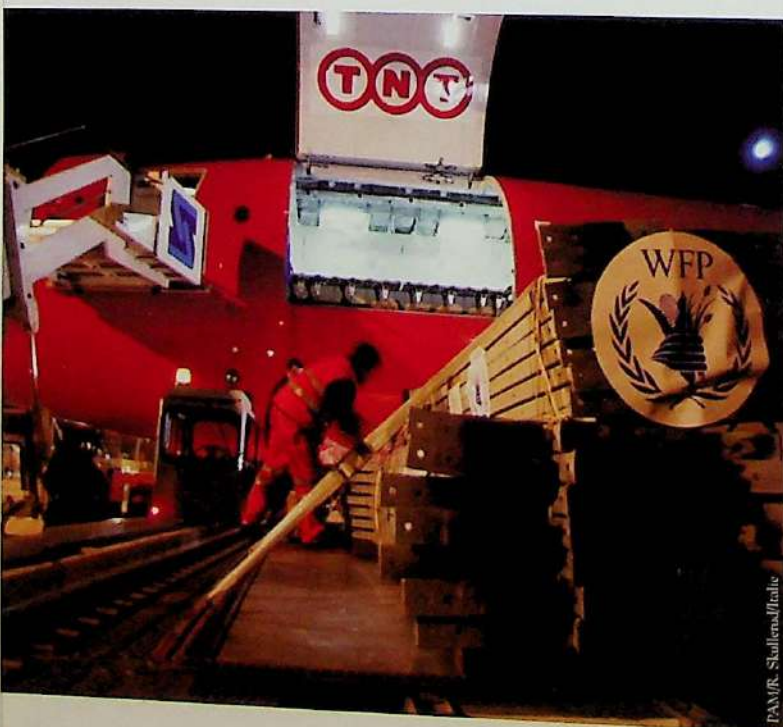
En dehors de la logistique, la société a fourni des services d'appui à la comptabilité, à la vérification des comptes et à la gestion des ressources humaines ainsi qu'à l'identification d'autres partenaires du secteur privé, tel que The Boston Consulting Group. Les 160 000 employés de TPG participent aussi directement à des initiatives de mobilisation de fonds organisées localement pour appuyer les programmes d'alimentation scolaire du PAM. Ils étaient motivés par les volontaires de TPG qui travaillaient sur des projets d'amélioration d'écoles appuyées par le PAM dans quatre pays. À la fin de l'année, les volontaires de TPG avaient récolté plus de un million de dollars.

AUTRES PARTENAIRE DU SECTEUR PRIVÉ

Le bureau international d'ingénieurs-conseils, The Boston Consulting Group (BCG), a aidé le PAM à se doter d'une stratégie de mobilisation de fonds auprès du secteur privé. La relation devant plus solide, le BCG a élargi son appui à une analyse des procédures du PAM, fournissant à titre gracieux des services de conseil représentant une valeur totale de 1,8 million de dollars.

Outre la contribution en espèces de 120 000 dollars qu'elle a versée, l'entreprise italienne de confection de vêtements, Benetton, a mené une campagne de plusieurs millions de dollars intitulée "Manger pour vivre", au cours de laquelle des bénéficiaires du PAM étaient représentés sur les panneaux d'affichage, dans les revues et les journaux de 27 pays. Dans le cadre de cette campagne, Benetton a aussi distribué près d'un million d'exemplaires de "Hunger", revue de 32 pages contenant des photos et illustrant la vie de personnes qui reçoivent une aide alimentaire du PAM (voir photo, à droite).

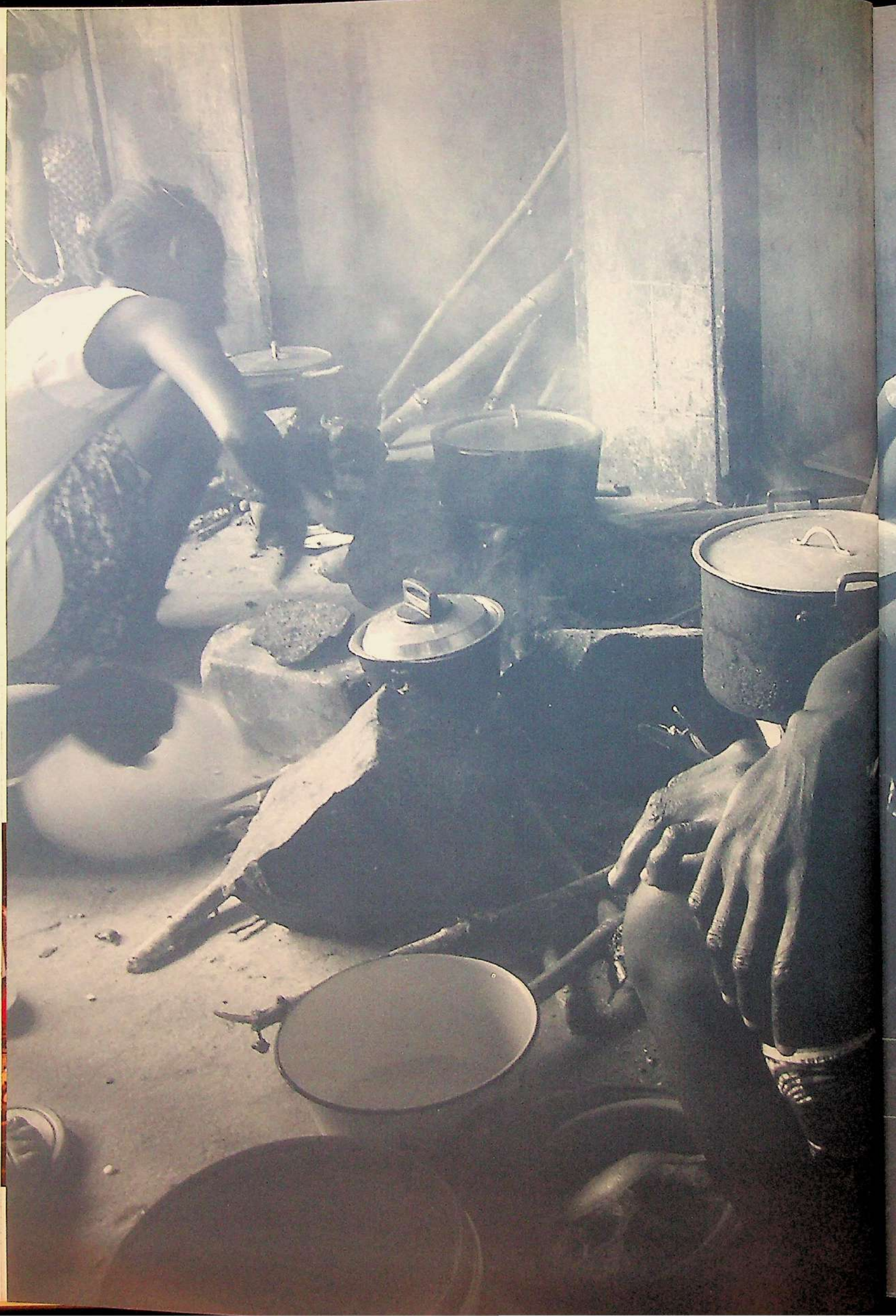
Les autres donateurs du secteur privé sont SAP, IBM, Ericsson et Archer Daniels Midland.

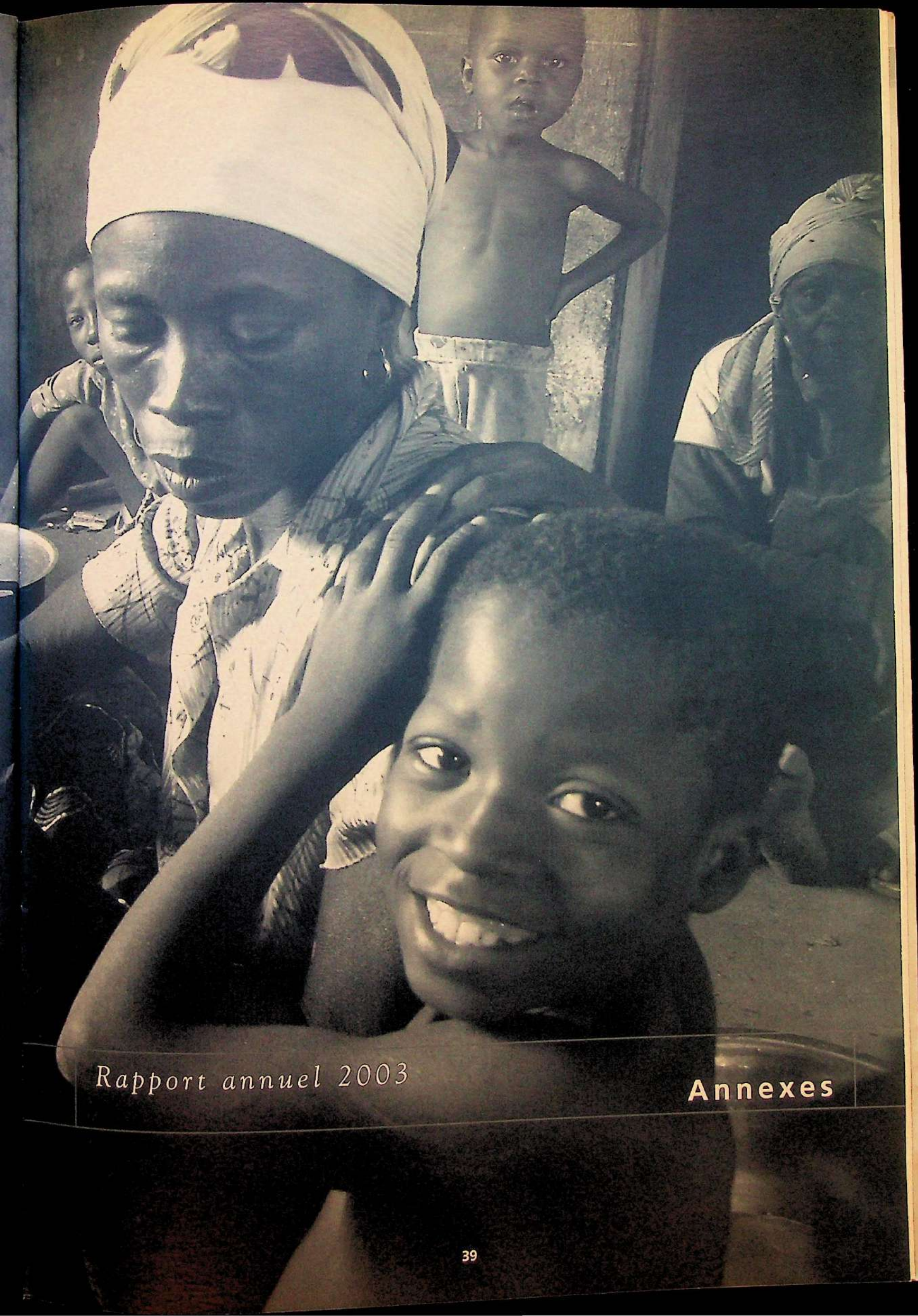


*“Mon frère aîné a un jour rapporté à la maison
du poulet qu’il avait trouvé dans les ordures.
Toute la famille a été empoisonnée.”*

Roathy, 6 ans, Cambodge







Rapport annuel 2003

Annexes

Annexe 1: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE 2000-2003*

	2000	2001	2002	2003*
Aide alimentaire (en millions de tonnes)				
1) Total, aide alimentaire	11,3	10,9	9,7	10,2
Part du total correspondant au PAM	4,0	4,5	3,8	4,9
Céréales	9,8	9,4	8,2	8,9
Produits autres que les céréales	1,5	1,5	1,5	1,3
Pourcentage de l'aide alimentaire mondiale				
2) Achat dans les pays en développement/pays en transition	13,9	11,7	10,7	21,1
3) Livraisons, par modalité				
Aide bilatérale	39,7	27,9	32,1	22,4
Aide multilatérale	35,9	41,7	39,3	48,6
ONG	24,4	30,4	28,5	29,1
4) Livraisons d'aide alimentaire par catégorie d'activités (%)				
Programmes	26,2	20,5	22,1	10,6
Secours	49,9	50,5	48,4	66,9
Projets	23,9	29,0	29,4	22,6
5) Livraisons d'aide alimentaire par région (%)				
Afrique subsaharienne	35,3	33,3	30,4	50,9
Sud et est de l'Asie	28,0	37,4	39,1	23,6
Europe et CEI	20,0	12,0	10,8	7,3
Amérique latine et Caraïbes	7,3	9,1	12,7	4,6
Afrique du Nord et Moyen-Orient	9,4	8,2	7,0	13,6
6) Livraisons aux				
Pays en développement	87,6	97,3	98,2	96,4
PFRDV	75,7	82,8	85,1	85,8
PMA	39,5	42,1	38,7	51,9
7) Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales en pourcentage:				
De la production mondiale de céréales	0,5	0,5	0,4	0,5
Des importations mondiales de céréales	4,2	3,9	3,4	3,9
8) Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, en pourcentage:				
De la production de céréales des PFRDV	1,0	1,0	0,9	1,0
Des importations de céréales des PFRDV	9,8	9,4	8,6	10,1

Source: Interfais

* Les chiffres pour 2003 sont provisoires.

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES' PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000		2001		2002		2003	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL GÉNÉRAL	1 158 283	100	1 776 438	100	1 592 160	100	3 275 319	100
DÉVELOPPEMENT	184 966	16	231 059	13	194 692	12	228 678	7
SECOURS	920 310	79	1 421 350	80	1 282 791	81	2 811 441	86
Urgence	576 873		1 006 227		867 053		2 072 988	
IPS/IPSR	343 438		415 123		415 738		738 453	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	25 856	2	32 184	2	36 651	2	82 769	3
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX:	19 705	2	45 772	3	38 609	2	80 470	2
AUTRES:	7 446	0	46 072	3	39 416	3	71 960	2
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	637 459	100	885 644	100	899 374	100	1 514 000	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	55		50		56		46	
DÉVELOPPEMENT	55 286	9	99 279	11	89 075	10	125 391	8
SECOURS	558 077	88	761 955	86	794 257	88	1 358 993	90
Urgence	348 512		459 455		476 630		803 598	
IPS/IPSR	209 565		302 500		317 627		555 394	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	13 042	2	18 437	2	14 178	2	20 992	1
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX:	11 055	2	5 972	1	1 864	0	8 625	1
ASIE	338 669	100	565 719	100	454 316	100	399 157	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	29		32		29		12	
DÉVELOPPEMENT	79 514	23	81 033	14	66 370	15	68 382	17
SECOURS	252 092	74	469 351	83	360 182	79	304 898	76
Urgence	157 781		408 263		317 652		189 401	
IPS/IPSR	94 311		61 088		42 530		115 498	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	3 517	1	13 308	2	21 724	5	20 868	5
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX:	3 546	1	2 027	0	6 040	1	5 009	1

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000		2001		2002		2003	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI								
Pourcentage pour l'ensemble des régions	84 011	100	166 162	100	86 788	100	69 101	100
	7		9		5		2	
SECOURS								
Urgence	86 186	100	153 657	92	86 418	100	68 538	99
IPS/IPSR	66 124		127 801		52 862		18 807	
	20 061		25 856		33 556		49 731	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	(2 212)		493	0	235	0	-	-
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX²	39	0	12 013	7	134	0	563	1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES								
Pourcentage pour l'ensemble des régions	42 030	100	57 157	100	40 253	100	51 719	100
	4		3		2		2	
DÉVELOPPEMENT								
SECOURS	29 583	70	38 565	67	26 408	65	34 122	66
Urgence	12 302	29	18 591	33	13 845	35	17 597	34
IPS/IPSR	566		7 238		3 967		1 457	
	11 737		11 353		9 879		16 140	
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX²	145	0	-	-	-	-	-	-
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD								
Pourcentage pour l'ensemble des régions	48 667	100	55 491	100	71 817	100	1 232 874	100
	4		3		5		38	
DÉVELOPPEMENT								
SECOURS	20 584	42	12 182	22	12 696	18	16 279	1
Urgence	11 654	24	17 549	32	28 088	39	1 112 907	90
IPS/IPSR	3 889		3 224		15 940		1 094 797	
	7 765		14 325		12 148		18 110	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	11 509	24	-	-	461	1	40 610	3
FONDS FIDUCIAIRES/BILATÉRAUX²	4 920	10	25 761	46	30 571	43	63 078	5

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 En 2000, les dépenses au titre des fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et d'autres fonds fiduciaires. En 2001, seulement les opérations bilatérales sont incluses.

3 Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les coûts d'assurance et, depuis 2001, les fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Note:
Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000					2001					2002					2003					
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc. ^a	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	
Niger ⁶	3 210	-	-	(3)	3 207	5 814	1 617	-	-	7 432	3 781	387	-	-	4 168	2 551	39	-	-	-	2 590
Rwanda ²	394	52 869	(547)	(95)	52 620	1 135	8 288	822	-	10 245	2 595	12 202	231	-	15 028	5 501	11 756	123	-	-	17 381
Sao Tomé-et-Principe	1 081	-	-	-	1 081	499	-	-	-	499	457	-	-	-	457	629	-	-	-	-	629
Sénégal ⁶	2 800	8 284	-	(13)	11 071	1 913	255	-	-	2 168	2 839	1 027	-	-	3 866	4 151	2 677	-	-	-	6 828
Sierra Leone ¹	-	1 837	1 562	28	3 427	-	14 599	2 141	6	16 747	-	20 588	1 015	(6)	21 597	2 173	25 671	11	-	-	27 856
Somalie	-	10 531	(1 432)	159	9 257	-	6 668	87	-	6 754	-	8 441	-	-	8 441	-	9 741	-	-	-	9 741
Soudan	1 953	50 507	1 115	93	53 668	8 702	113 624	1	-	122 327	3 282	96 380	383	-	100 045	6 251	128 578	907	-	-	135 736
Swaziland	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 999	-	-	2 999	-	10 219	2	-	-	10 221
Tanzanie ¹	1 647	(1 194)	-	(679)	(225)	2 328	52 013	-	-	54 341	1 406	30 282	-	-	31 688	7 022	51 272	-	-	-	58 293
Ouganda ¹	1 401	15 257	-	72	16 730	2 928	24 201	-	-	27 129	2 476	22 956	-	-	25 432	6 019	82 564	-	-	-	88 584
Zambie	1 771	2 873	107	12	4 762	3 393	10 049	-	-	13 442	3 547	41 827	-	-	45 374	2 480	51 724	-	-	1 674	55 877
Zimbabwe	-	13	-	-	13	-	1 236	-	-	1 236	-	89 291	-	-	89 291	-	158 544	-	-	4 725	163 269
Autres dépenses régionales	-	-	23	-	23	-	35 725	-	-	35 725	113	18 228	945	-	19 286	340	-	1 696	-	-	2 036
TOTAL POUR LA RÉGION	55 286	558 077	13 042	11 055	637 459	99 279	761 955	18 437	5 972	885 644	89 075	794 257	14 178	1 864	899 374	125 391	1 358 993	20 992	8 625	1 514 000	
ASIE																					
Afghanistan	-	43 389	-	6	43 394	-	118 473	356	-	118 829	-	131 546	3 596	-	135 142	-	129 034	11 715	-	-	140 750
Bangladesh	16 008	177	-	1 517	17 702	29 307	16 694	-	448	46 450	24 131	10 312	-	2 523	36 966	17 852	3 057	-	3 525	-	24 434
Bhoutan	1 434	-	-	14	1 448	2 075	-	-	-	2 075	2 800	-	-	-	2 800	5 008	-	-	-	-	5 008
Cambodge	2 036	19 287	-	55	21 377	1 171	26 140	-	-	27 312	1 301	16 333	-	1 608	19 242	705	16 322	-	-	578	17 605
Chine	14 610	299	-	(869)	14 040	11 687	-	-	882	12 569	12 657	-	-	1 837	14 494	11 406	-	-	864	-	12 270
Inde	26 432	1 177	-	138	27 746	17 889	3 747	-	-	21 636	9 817	434	-	-	10 251	3 312	8	2	-	-	3 322
Indonésie	-	52 131	-	-	52 131	-	15 710	-	-	15 710	-	11 060	-	-	11 060	-	21 759	-	-	-	21 759
Corée, Rép. pop. dém. de	-	112 262	-	1 038	113 300	-	233 515	-	-	233 515	-	101 879	796	60	102 735	-	101 646	611	42	-	102 299
Lao, Rép. pop. dém. du	489	180	-	12	681	986	1 800	-	-	2 786	2 375	1 116	-	-	3 491	2 088	236	-	-	-	2 324
Myanmar	-	-	-	1 314	1 314	-	653	-	696	1 349	-	1 472	-	12	1 484	(0)	1 989	-	(0)	-	1 990

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000				2001				2002				2003			
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc. ²	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	
Népal	2 464	3 569	-	84	6 117	10 805	5 870	-	-	16 675	7 971	4 880	-	-	12 851	
Pakistan	4 411	910	(916)	62	4 467	6 293	4 600	-	-	10 893	2 357	7 309	9	-	9 675	
Sri Lanka	1 948	1 963	-	(0)	3 910	637	3 224	-	-	3 861	2 899	4 865	-	-	7 764	
Thaïlande	-	101	-	173	273	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timor-Leste	-	16 488	4 433	-	20 922	-	3 905	2 614	-	6 519	-	889	66	-	955	
Viet Nam	9 682	158	-	5	9 846	182	12	-	-	194	-	-	-	-	-	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	35 008	10 338	-	45 346	64	68 088	17 258	-	85 410	
TOTAL POUR LA RÉGION	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																
Albanie	-	1	-	-	1	-	1 589	-	-	1 589	-	2 378	-	-	2 378	
Arménie	-	4 990	-	-	4 990	-	11 661	-	-	11 661	-	3 993	-	-	3 993	
Azerbaïdjan	-	3 196	-	-	3 196	-	5 691	-	-	5 691	-	3 794	-	-	3 794	
Géorgie	-	3 554	-	22	3 575	-	20 667	467	-	21 134	-	5 215	225	-	5 440	
Macédoine, Rép. féd. de Yougoslavie	-	-	-	-	-	-	828	-	-	828	-	43	-	-	43	
Fédération de Russie	-	7 399	-	-	7 399	-	12 389	-	-	12 389	-	13 843	-	261	14 104	
Serbie Monténégro	-	57 751	(184)	12	57 579	-	51 596	26	12 013	63 635	-	13 905	(126)	-	13 779	
Tadjikistan	-	9 295	-	5	9 300	-	37 623	-	-	37 623	-	40 098	10	-	40 108	
Turkménistan	-	-	-	-	-	-	1 973	-	-	1 973	-	-	-	-	-	
Autres dépenses régionales	-	-	(2 028)	-	(2 028)	-	9 639	-	-	9 639	-	3 149	-	-	3 149	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	86 186	(2 212)	39	84 012	-	153 657	493	12 013	166 162	-	86 418	235	134	86 787	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																
Belize	-	44	-	-	44	-	203	-	-	203	-	3	-	-	3	
Bolivie	5 834	-	-	33	5 867	5 648	354	-	-	6 002	5 178	125	-	-	5 303	
Colombie	1 087	3 005	-	-	4 092	603	3 429	-	-	4 032	44	1 815	-	-	1 859	
Cuba	2 283	14	-	5	2 301	2 806	162	-	-	2 968	2 031	212	-	-	2 243	
République dominicaine	611	257	-	(1)	866	2 048	876	-	-	2 924	399	498	-	-	897	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	9 181	-	46	9 227	10 535	4 964	-	-	15 499	7 247	16	-	-	7 263	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 033	469 351	13 308	2 027	565 719	66 370	360 182	21 724	6 040	454 316	
TOTAL	79 514	252 092	3 517	3 546	338 669	81 0										

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000					2001					2002					2003					
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Fonds fiduc. ^a	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilatérales	Total	
Équateur	2 450	47	-	75	2 572	2 122	154	-	-	2 276	2 099	32	-	-	2 131	1 700	362	-	-	-	2 062
El Salvador ^a	922	-	-	4	925	4 584	3 646	-	-	8 230	278	2 278	-	-	2 556	1 932	2 032	-	-	-	3 963
Guatemala ^a	3 095	1	-	24	3 120	1 848	413	-	-	2 261	1 437	4 265	-	-	5 702	2 814	3 983	-	-	-	6 797
Guyana	45	-	-	-	45	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	5 496	(94)	-	(20)	5 382	5 166	-	-	-	5 166	5 208	-	-	-	5 208	5 927	2 243	-	-	-	8 170
Honduras ^a	694	131	-	(5)	820	2 456	4 823	-	-	7 280	1 647	2 517	-	-	4 164	3 095	3 522	-	-	-	6 617
Jamaïque	(7)	-	-	-	(7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nicaragua ^a	2 969	8 422	-	48	11 438	8 305	2 931	-	-	11 236	3 251	1 874	-	-	5 125	4 066	3 816	-	-	-	7 882
Panama	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pérou	4 103	-	-	(17)	4 086	2 980	433	-	-	3 413	4 744	11	-	-	4 755	3 546	0	-	-	-	3 546
Vénézuela	-	476	-	-	476	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	1 158	-	-	1 158	92	216	-	-	308	4	(3)	-	-	-	0
TOTAL POUR LA RÉGION	29 583	12 302	-	145	42 031	38 565	18 591	-	-	57 157	26 408	13 845	-	-	40 253	34 122	17 597	-	-	-	51 719
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																					
Algérie	-	3 162	-	38	3 201	-	6 706	-	-	6 706	-	7 499	-	-	7 499	-	11 619	-	-	-	11 619
Égypte	8 594	-	-	(5)	8 589	1 514	-	-	-	1 514	4 218	-	-	-	4 218	4 351	-	-	-	-	4 351
Iran	-	1 011	-	-	1 011	-	3 375	-	-	3 375	-	2 722	-	-	2 722	-	11 153	21	-	-	11 174
Iraq ^a	-	1 934	11 509	4 849	18 292	-	2 056	-	25 761	27 817	-	2 826	-	28 928	31 754	-	1 015 478	13 410	63 067	-	1 091 955
Jordanie	1 198	2 513	-	-	3 711	1 040	540	-	-	1 579	1 748	554	-	-	2 302	1 383	14 433	143	-	-	15 959
Maroc	2 245	-	-	2	2 247	2 045	-	-	-	2 045	1 338	-	-	-	1 338	391	-	-	-	-	391
Territoire palestinien	15	1 062	-	(4)	1 074	1 163	4 270	-	-	5 433	678	12 731	461	-	13 870	142	27 752	1 870	-	-	29 764
République arabe syrienne	4 473	1 408	-	-	5 881	2 407	14	-	-	2 421	1 075	993	-	-	2 068	1 047	7 086	218	-	-	8 352
Yémen	4 058	564	-	39	4 661	4 013	587	-	-	4 600	3 599	763	-	1 644	6 006	8 897	677	-	11	-	9 584
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40	-	-	-	40	66	24 711	24 948	-	-	49 725

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000			2001			2002			2003		
	Dévelop- pement	Secours spéc.	Total Fonds fiduc. ^a	Dévelop- pement	Secours spéc.	Total Opér. bilatérales	Dévelop- pement	Secours spéc.	Total Opér. bilatérales	Dévelop- pement	Secours spéc.	Total Opér. bilatérales
TOTAL POUR LA RÉGION	20 584	11 654	4 920	12 182	17 549	25 761	12 696	28 088	461	30 571	16 279	1 112 907
AUTRES ^b	-	-	7 446	-	246	(54)	142	-	54	-	(15 495)	(51 493)
												8 468

1. À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

En 2000, les dépenses imputées au:

2. Rwanda couvrent également les dépenses de l'opération d'urgence des Grands Lacs africains au Burundi, au Congo, dans la République démocratique du Congo, en Tanzanie et en Ouganda.

3. Libéria couvrent également les dépenses de l'opération régionale Libéria pour les réfugiés en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée et en Sierra Leone.

4. Nicaragua couvrent également les dépenses de l'opération régionale d'urgence en El Salvador, au Guatemala et au Honduras.

5. Mali couvrent également les dépenses de l'intervention régionale de secours prolongé au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger.

6. Sénégal couvrent également les dépenses de l'intervention pour la sécheresse dans le Sahel, au Tchad, en Gambie, en Mauritanie et au Niger.

7. En 2000, les dépenses au titre des Fonds fiduciaires comprennent les opérations bilatérales, les programmes des administrateurs auxiliaires et les autres fonds fiduciaires.

8. Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les coûts d'assurance et, depuis 2001, les Fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération, et qui figurent au-dessous du total de la colonne.

Note:

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

- = dépenses nulles

0 = dépenses inférieures à 500 dollars E.-U.

* Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre nourriture".

ACHATS: DONNÉES ESSENTIELLES

Le PAM a consacré un montant de 634 millions de dollars à l'achat de 2,7 millions de tonnes de vivres, soit plus du double de la quantité achetée en 2002. Soixante-dix pour cent de ces vivres ont été achetés dans des pays en développement, ou des pays en transition.

Deux opérations ont primé dans les achats du PAM: l'opération en Iraq pour laquelle le Programme a acheté 534 000 tonnes de vivres, pour une valeur de 184 millions de dollars; et l'opération en Afrique australe pour laquelle il en a acheté 447 000 tonnes, pour une valeur de 87 millions de dollars.

Un montant de 178 millions de dollars a aussi été consacré à l'achat d'articles non alimentaires, soit une augmentation de près de 25 pour cent. Soixante pour cent de ces articles ont été achetés dans des pays en développement, ou des pays en transition.

Annexe 4: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000	2001	2002	2003
	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses
	%	%	%	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	1 105 276	1 652 409	1 477 483	3 040 119
	100,0	100,0	100,0	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS:				
Pays les moins avancés	613 586	922 763	932 308	1 469 937
	55,5	55,8	63,1	48,4
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	974 470	1 434 180	1 227 541	2 809 100
	88,2	86,8	83,1	92,4
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS				
Afrique subsaharienne	613 362	861 234	883 332	1 484 384
	55,5	52,1	59,8	48,8
Asie	331 605	550 385	426 553	373 280
	30,0	33,3	28,9	12,3
Europe orientale et CEI ¹	86 186	153 657	86 418	68 538
	7,8	9,3	5,8	2,3
Amérique latine et Caraïbes	41 885	57 157	40 253	51 719
	3,8	3,5	2,7	1,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	32 238	29 731	40 784	1 129 186
	2,9	1,8	2,8	37,1

Annexe 4: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2000-2003 (en milliers de dollars)

	2000		2001		2002		2003	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
DÉVELOPPEMENT:	184 966	100,0	231 059	100,0	194 692	100,0	228 678	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS:								
Pays les moins avancés	79 501	43,0	146 303	63,3	128 684	66,1	161 592	70,7
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	165 905	89,7	215 533	93,3	186 349	95,7	225 528	98,6
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	55 286	29,9	99 279	43,0	89 076	45,8	125 391	54,8
Asie	79 514	43,0	81 033	35,1	66 372	34,1	68 382	29,9
Amérique latine et Caraïbes	29 583	16,0	38 565	16,7	26 408	13,6	34 122	14,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	20 584	11,1	12 182	5,3	12 696	6,5	16 279	7,1

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Classement réel pour chaque année.

3 Secours uniquement.

Annexe 5 - Tableau 1: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2003 (en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPSR	Opérations spéciales	Autres ¹	Total
Banque africaine de développement		4 000		500			4 500
Algérie		4 992		4 994			9 986
Andorra	18	35			2 975		52
Australie	910	15 290		20 144			39 318
Autriche	45	766		1 389			2 199
Belgique	471	6 159		1 752		128	8 511
Groupe Benetton Spa				131		9 400	9 531
Boston Consulting Group						1 800	1 800
Cameroun		33					33
Canada	53 848	39 850	4 141	13 791		915	112 545
Chine	1 250						1 250
Cuba		470					470
Chypre		95	5				99
République tchèque		87		91			178
Danemark	23 228	6 214		7 702	825	1 367	39 335
République dominicaine	0			47			47
Égypte	339	20					359
El Salvador						1	1
Érythrée		47					47
Commission européenne	1 714	128 784		73 653	4 361		208 512
Îles Féroes		36					36
Finlande	8 438	5 013	9	3 756		577	17 793
France		6 664		7 620	114	541	14 939
Allemagne	22 949	14 486		6 889	521	1 613	46 458
Grèce		200					200
Honduras	3 708						3 708
Hongrie						65	65
Islande		237	0				237
Inde		1 636		2 715			4 351
Indonésie		20					20
Comité international de la Croix-Rouge				2 786			2 786
Irlande	997	6 054	1 682	2 945	137		11 815
Israël		6					6
Italie	11 518	20 136	588	4 056	1 076	2 972	40 347
Japon	8 503	29 200	1 857	87 634	855	1 888	129 938
Japon (ONG)	85	43		47			175
Japon (privé)	149	123		276	70		617
Jordanie	42						42
Kenya	3 658						3 658
Corée, République de	100	16 632		100		275	17 107
Koweït		1 000					1 000
Luxembourg		1 590		1 380	742	200	3 913
Malawi	631	501					1 132
Malte						1	1
Îles Marshall			2				2
Monaco	20						20
Maroc		216		7			223
Népal				101			101
Pays-Bas		21 250	3 549	25 236	750	109	50 895
Nouvelle-Zélande	71	1 397	86	86	766		2 406
Norvège	26 192	9 550	2 142	8 177	3 601	1 112	50 774
Fonds Opec		9 521		1 400			10 921
Pologne	100	15		100			215
Portugal	220	110		118			447
Donateurs privés ²	521	397	0	979	82	7 538	9 517
Qatar		302					302
Fédération de Russie		10 000		1 000			11 000
Arabie saoudite	1 102			2 202			3 304
Slovaquie	15	682					697
Afrique du Sud		19 253					19 253
Espagne		1 152					1 152
Sri Lanka	106			1 102	1 615	680	4 549
Suède		19 327	2 421	16 263	3 068	880	41 961
Suisse	1 897	12 858	2 876	11 400	1 243	545	30 818
Thaïlande		373					373
Groupe TNT (TPG)	1 783					4 457	6 241
Ouganda				536			536
Royaume-Uni	1 717	93 426		11 276	16 657	12 659	135 734
Nations Unies	43	60		925			1 029
États-Unis	63 398	877 994		498 399	36 780	832	1 477 402
Amis du PAM (États-Unis)	514	303		746	20		1 583
Viet Nam		500					500
TOTAL	240 302	1 389 106	19 357	824 449	46 259	50 556	2 600 028

Contributions bilatérales¹

1 058 186 1 058 186

- 1 Comprend les programmes des administrateurs auxiliaires, les contributions spéciales et les contributions multilatérales non confirmées.
- 2 Les contributions de donateurs privés incluent les contributions de particuliers, de sociétés et d'autres entités qui ne sont pas enregistrées dans d'autres rubriques.
- 3 Comprend les contributions destinées à l'Iraq au titre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord pétrole contre nourriture.

0 = Dépenses inférieures à 500 dollars.

Annexe 5 - Tableau 2: PRINCIPAUX DONATEURS EN 2003 (en milliers de dollars)

Classement	Total		Développement		RAIU		CII		IPSR		Opérations spéciales	
	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1	États-Unis	1 477 402	États-Unis	63 398	États-Unis	877 994	Canada	4 141	États-Unis	498 399	États-Unis	36 780
2	Commission européenne	208 512	Canada	53 848	Commission européenne	128 784	Pays-Bas	3 549	Japon	87 634	Royaume-Uni	16 657
3	Royaume-Uni	135 734	Norvège	26 192	Royaume-Uni	93 426	Suisse	2 876	Commission européenne	73 653	Commission européenne	4 361
4	Japon	129 938	Danemark	23 228	Canada	39 850	Suède	2 421	Pays-Bas	25 236	Norvège	3 601
5	Canada	112 545	Allemagne	22 949	Japon	29 200	Norvège	2 142	Australie	20 144	Suède	3 068
6	Pays-Bas	50 895	Italie	11 518	Pays-Bas	21 250	Japon	1 857	Suède	16 263	Australie	2 975
7	Norvège	50 774	Japon	8 503	Italie	20 136	Irlande	1 682	Canada	13 791	Espagne	1 615
8	Allemagne	46 458	Finlande	8 438	Suède	19 327			Suisse	11 400	Suisse	1 243
9	Suède	41 961	Honduras	3 708	Afrique du Sud	19 253			Norvège	11 276	Italie	1 076
10	Italie	40 347	Kenya	3 658	Corée, République de	16 632			Danemark	7 702		
11	Danemark	39 335	Suisse	1 897	Australie	15 290			France	7 620		
12	Australie	39 318	Groupe TNT (TPG)	1 783	Allemagne	14 486			Allemagne	6 889		
13	Suisse	30 818	Royaume-Uni	1 717	Suisse	12 858			Algérie	4 994		
14	Afrique du Sud	19 253	Commission européenne	1 714	Fédération de Russie	10 000			Italie	4 056		
15	Finlande	17 793	Chine	1 250	Norvège	9 550			Finlande	3 756		
16	Corée, République de	17 107	Arabie saoudite	1 102	Fonds Opec	9 521			Irlande	2 945		
17	France	14 939			France	6 664			Comité international de la Croix-Rouge	2 786		
18	Irlande	11 815			Danemark	6 214			Inde	2 715		
19	Fédération de Russie	11 000			Belgique	6 159			Arabie saoudite	2 202		
20	Fonds Opec	10 921			Irlande	6 054			Belgique	1 752		
21	Algérie	9 986			Finlande	5 013			Fonds Opec	1 400		
22	Groupe Benetton Spa	9 531			Algérie	4 992			Autriche	1 389		
23	Donateurs privés ²	9 517			Banque africaine de développement	4 000			Luxembourg	1 380		
24	Belgique	8 511			Inde	1 636			Espagne	1 102		
25	Groupe TNT (TPG)	6 241			Luxembourg	1 590			Fédération de Russie	1 000		
26	Espagne	4 549			Nouvelle-Zélande	1 397						
27	Banque africaine de développement	4 500			Espagne	1 152						
28	Inde	4 351			Koweït	1 000						
29	Luxembourg	3 913										
30	Honduras	3 708										
31	Kenya	3 658										
32	Arabie saoudite	3 304										
33	Comité international de la Croix-Rouge	2 786										
34	Nouvelle-Zélande	2 406										
35	Autriche	2 199										
36	Boston Consulting Group	1 800										
37	Amis du PAM (États-Unis)	1 583										
38	Chine	1 250										
39	Malawi	1 132										
40	Nations Unies	1 029										
41	Koweït	1 000										

1. Donateurs ayant apporté au total une contribution de plus de 1 million de dollars.

2. Les contributions de donateurs privés incluent les contributions de particuliers, de sociétés et d'autres entités qui ne sont pas enregistrées dans d'autres rubriques.

Conseil d'administration du PAM 2003

États Membres

Algérie	Iraq
Allemagne	Irlande
Australie	Italie
Bangladesh	Japon
Belgique	Jamahiriya arabe libyenne
Cameroun	Malawi
Canada	Mali
Chine	Mauritanie
Cuba	Mexique
Danemark	Pakistan
El Salvador	Pays-Bas
Érythrée	Pérou
États-Unis d'Amérique	Pologne
Fédération de Russie	République arabe syrienne
Haïti	Royaume-Uni
Inde	Sierra Leone
Indonésie	Slovaquie
Iran, République islamique d'	Suède

Membres du Bureau du Conseil d'administration

S.E. Anthony Beattie, Royaume-Uni
Président

M. Miguel Barreto, Pérou
Vice-Président

S.E. Hamoud Ould Ely, Mauritanie
Membre

M. Adnan Bashir Khan, Pakistan
Membre

S.E. Romuald Szuniewicz, Pologne
Membre

Sigles utilisés dans le présent document

DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)	OMS	Organisation mondiale de la santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ONG	Organisation non gouvernementale
FIDA	Fonds international de développement agricole	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
FSD	Fondation suisse de déminage	PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
IDA	Association internationale de développement	PMA	Pays les moins avancés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
		WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM

Notes générales

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (c'est-à-dire qui sont importateurs nets de céréales) et dont le produit national brut par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) (1 435 dollars en 2001). En 2003, la FAO a classé 83 pays dans la catégorie des PFRDV.

Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Organisation des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent de handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 2002, 49 pays étaient classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du PAM, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Crédits photographiques:

Couverture: PAM/D. Pepper/Iraq;

Deuxième de couverture:

PAM/C. Farnsworth/Libéria;

Table des matières:

PAM/D. Morello/Soudan;

page 5: PAM/B. Barton/Zambie;

page 6: PAM/D. Pepper/Iraq;

page 7: PAM/K. Hodgson/RD du Congo;

page 9: PAM/C. Farnsworth/Libéria;

page 10: AP/Murad Sezer/Iraq;

page 11: PAM/D. Pepper/Iraq;

page 12: PAM/A. Paradela/Iraq;

page 13: PAM/D. Gross/Iraq;

page 14: PAM/D. Pepper/Iraq;

page 15: PAM/K. Mansour/Iraq;

page 18: PAM/A. Chicheri/Afghanistan;

page 19: PAM/A. Chicheri/Afghanistan;

page 20: PAM/M. Spina/Angola;

page 21: PAM/R. Lee/Lesotho;

page 22: PAM/D. Barbandi/Iran;

page 23: PAM/A. Paradela/Éthiopie;

page 24: PAM/A. Chicheri/El Salvador;

page 26: PAM/G. Bourke/RPD de Corée;

page 27: PAM/V. Vick/Kenya;

page 28: PAM/J. Holmes/Cambodge;

page 29: PAM/V. Vick/Ouganda;

page 30: PAM/G. Gentile/Guinée-Bissau;

page 31: PAM/K. Schiffer/Laos;

page 33: PAM/R. Skullerud/Italie;

page 34: PAM/J. Stewart/Swaziland;

page 37: Benetton/J. Mollison/Cambodge.

Division de la communication
Programme alimentaire mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie
Tél.: +39-066513-2628 • Fax: +39-066513-2840
Courrier électronique: wfpinfo@wfp.org

www.wfp.org

